



LA NOUVELLE STRATEGIE AFRICAINE DE LA CHINE

Mémoire de géopolitique
du commandant Xavier Harispe
dans le cadre du séminaire relatif à la Chine

Directrice: Madame Valérie Niquet
Maître de conférence à l'institut de stratégie comparée
de l'Université Paris I

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La nouvelle stratégie africaine de la Chine
2. 2006_mémoire_géop_Stratégie africaine chine_Harispe
3. Commandant, armée de l'air, HARISPE Xavier, France
4. 22 mars 2006
5. Division C – groupe C6
6. Mémoire de géopolitique
7. La Chine entretient des relations avec les Africains depuis longtemps, plus particulièrement depuis les mouvements d'indépendance des années 1960. Mais les intentions et le niveau des engagements actuels ont bien changé. Aujourd'hui, ils répondent à deux objectifs majeurs : **assurer des débouchés économiques** d'une part et **recouvrer la place centrale qu'occupait l'Empire du milieu au XVIII^{ème} siècle** d'autre part. Sous couvert de sincérité, de prospérité commune et de soutien mutuel dans le cadre d'un « *nouvel ordre international plus juste et démocratique* », Pékin a adopté une stratégie diplomatique alternative dont les sources procèdent plus des Grands Classiques chinois que des principes démocratiques et de bonne gouvernance prônés par les puissances occidentales.
8. Stratégie, Chine, Afrique, Politique, Diplomatie.

La nouvelle stratégie africaine de la Chine

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

Histoire de la coopération sino-africaine

Les premières relations avec l'Afrique du XX^{ème} siècle

La nouvelle politique africaine des années 1970

La politique d'indépendance des années 1980

La transition des années 1990

DEUXIEME PARTIE

La politique africaine chinoise :

Coopération économique et soutien mutuel

Le modèle politique officiel

L'offensive économique chinoise en Afrique

TROISIEME PARTIE

La politique africaine de la Chine : Solidarité ou néocolonialisme ?

La réalité par l'exemple : l'Afrique sur fond de lutte des deux Chines

La réalité par l'exemple : la politique militaire de la Chine

Vers un nouveau type de néocolonialisme ?

INTRODUCTION

La Chine est le plus grand pays du Tiers-Monde. C'est aussi l'une des premières puissances économiques mondiales.

Longtemps oubliée et repliée sur elle-même elle refait aujourd'hui surface et dévoile toute l'étendue de ses ambitions de puissance globale, non pas limitée au niveau régional ou dans un domaine d'activité précis, mais dans tous les secteurs économiques et stratégiques. Le continent africain n'y échappe pas et fait l'objet d'une politique volontariste à part entière, d'une véritable stratégie.

La Chine entretient des relations avec les Africains depuis longtemps et plus particulièrement depuis les mouvements d'indépendance des années 1960. Mais les intentions et le niveau des engagements ont bien changé. A cette époque, les objectifs chinois étaient fondamentalement politiques. Il s'agissait de contrecarrer à la fois les puissances occidentales et l'Union soviétique par des projets d'infrastructure somptueux, des échanges scolaires ou des aides médicales.

Aujourd'hui, cette coopération obéit à deux objectifs majeurs : **assurer des débouchés économiques** d'une part et **recouvrer la place centrale qu'occupait l'Empire du milieu au XVIII^{ème} siècle** d'autre part. Le continent africain n'est plus la chasse gardée des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni. Il est devenu le terrain d'une bataille économique féroce dans un schéma stratégique global. Sous couvert de sincérité, de prospérité commune et de soutien mutuel dans le cadre d'un « *nouvel ordre international plus juste et démocratique* », Pékin a adopté une stratégie diplomatique alternative dont les sources procèdent plus des Grands Classiques chinois que des principes démocratiques et de bonne gouvernance prônés par les puissances occidentales.

Afin de mieux appréhender la politique africaine actuelle de la Chine ainsi que le bilan de la coopération économique, nous exposerons les faits historiques marquants de la coopération entre ces deux continents. Puis, nous analyserons les raisons qui nous permettent d'affirmer que **la Chine est devenue le paradigme de la globalisation** en Afrique.

1. Histoire de la coopération sino-africaine

Avant d'aborder plus précisément l'histoire des relations entre la Chine et l'Afrique qui débute réellement dans les années 1950, il est bon de préciser, à titre de simple rappel historique, que la Chine a redécouvert le continent africain bien avant les occidentaux.

Les premiers contacts entre les deux continents remontent au X^{ème} siècle avant notre ère lorsque l'Égypte commerçait avec la Chine. Des relations officielles furent même établies au II^{ème} siècle après Jésus-Christ. En outre, la traite des noirs prit une certaine importance pendant la période du IV^{ème} au XIV^{ème} siècle.

La « *Da Ming Hun Yi Tu*¹ », carte en soie de près de 17 m², date du XV^{ème} siècle. Représentant le continent africain, il s'agit du plus vieux document de ce type. Il apporte la preuve de l'avance des chinois dans le domaine de l'exploration, bien avant les premiers colons européens.

Les conditions étaient jadis propices. La défaite de la dynastie mongole Yuan en 1368 bloque l'accès de la « *route de la soie* » reliant l'Asie à l'Europe aux nouveaux dirigeants Ming qui se tournent alors vers les mers. Ainsi s'ouvre une période faste d'explorations maritimes dans la recherche de nouvelles voies commerciales. L'avance technologique chinoise de cette époque permet la construction de gros navires capables de traverser les océans et notamment à l'Amiral Zheng He de découvrir l'Afrique.

Cette vague d'explorations prend toutefois fin quand l'empereur Hong Xi arrive au pouvoir. Détruisant cartes et navires, il plonge la Chine dans une isolation presque totale pendant plusieurs siècles.

Il faut attendre la deuxième moitié du XX^{ème} siècle pour que les deux continents se rapprochent à nouveau. Pékin propose d'ailleurs une version recomposée de l'histoire des relations Chine – Afrique jusque dans ses discours officiels: empreintes de coopération et de fraternité jusqu'au XV^{ème} siècle, elles se seraient rompues à l'arrivée des Occidentaux.

¹ Carte unifiée du grand empire Ming.



Da Ming Hun Yi Tu

L'histoire contemporaine de la coopération avec l'Afrique peut être décomposée en quatre périodes distinctes mais se caractérise principalement par une rupture avec le camp socialiste sur le continent.

1.1. Les premières relations avec l'Afrique du XX^{ème} siècle

Durant la première moitié des années 1950, deux événements vont favoriser le développement des relations politiques entre la Chine et l'Afrique.

Le premier est la proclamation en 1954 des "*Cinq principes de coexistence pacifique*".

En vue de consolider l'indépendance gagnée et de sortir d'une situation difficile, tout en renforçant les relations avec les autres pays du camp socialiste, le gouvernement chinois prend une série de mesures destinées à développer les relations avec les pays nouvellement indépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. En décembre 1953, Zhou Enlai, alors premier ministre et ministre des affaires étrangères, énonce pour la première fois les "*Cinq principes*" régissant le développement des relations diplomatiques, à savoir:

- Le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ;
- La non-agression mutuelle ;
- La non-ingérence dans les affaires intérieures ;
- L'égalité et les bénéfices réciproques ;
- La coexistence pacifique.

Ces principes sont encore d'actualité aujourd'hui.

Le deuxième évènement est la convocation de la **Conférence afro-asiatique tenue en Indonésie à Bandung en avril 1955**. Même si seulement six pays africains y assistèrent (Egypte, Ethiopie, Soudan, Ghana et Liberia), celle-ci fut l'occasion d'offrir des contacts directs entre la Chine et les pays d'Afrique.

L'Egypte est le premier pays à établir des relations diplomatiques avec la RPC² en 1956. C'est depuis son ambassade du Caire que la Chine va s'intéresser à l'Afrique. D'autres pays suivent (Maroc et Soudan en 1958 ainsi que la Guinée en 1959) mais c'est en 1960, grande année d'indépendance d'Etats d'Afrique que la politique chinoise, commence vraiment à se développer. Il faut dire qu'avec l'échec du « *Grand bon en avant* » de Mao Zedong, la Chine est en mauvaise posture économique. Les relations avec son grand voisin soviétique sont pratiquement rompues et Taiwan est déjà en mesure de proposer des aides économiques conséquentes à l'Afrique.

Autant d'éléments qui compliquent cette première phase de la politique africaine de la Chine.

Néanmoins, en Afrique du Nord, et après l'Egypte et le Maroc, c'est au tour de l'Algérie de profiter des aides de la RPC. Celle-ci va soutenir militairement et financièrement le Front de libération nationale jusqu'à l'indépendance du pays qui ensuite décidera de se tourner vers l'URSS.

En Afrique sud-saharienne, la Guinée constitue le premier point d'appui important pour les Chinois. Ce pays reçoit d'ailleurs un crédit de 26 millions de dollars, une première. Profitant d'une assistance économique et technique notamment avec la création de la ligne de chemin de fer Guinée – Mali, le régime de Sékou Touré permet ainsi à la Chine d'entretenir des contacts privilégiés avec certains révolutionnaires africains. Le Mali, ex-colonie française, ayant refusé de rejoindre la nouvelle communauté des Etats francophones mise en place par la V^e République, rejoint le club des partenaires de la Chine.

Enfin, Pékin s'implante en Afrique anglophone avec le Ghana en 1960 et dans la Corne de l'Afrique avec le Soudan et la Somalie.

² RPC : République Populaire de Chine.

En 1964, les avancées de la RPC sont somme toute limitées d'autant plus que les influences de la France et de la Grande-Bretagne sont encore très importantes et que l'URSS se montre de plus en plus entreprenante. La Chine, modeste par ses moyens financiers, n'aura finalement réussi qu'à s'allier idéologiquement à quelques Etats fraîchement sortis de l'époque coloniale et à soutenir plusieurs mouvements révolutionnaires.

C'est pourquoi, Zhou Enlai décide d'entreprendre un vaste périple en Afrique de décembre 1963 à février 1964. C'est au cours de cette visite qu'il proclame, pour la première fois, au nom du gouvernement chinois, les « *cinq principes régissant le développement des relations politiques entre la Chine et les pays africains* » à savoir:

- Soutenir les peuples de tous les pays africains dans leur lutte contre les impérialistes, les colonialistes et les néocolonialistes pour conquérir et sauvegarder l'indépendance nationale ;
- Soutenir leur politique de paix, de neutralité et de non-alignement ;
- Soutenir leurs aspirations pour la réalisation de la solidarité et de l'unité par un moyen de leur choix, ainsi que leurs efforts pour régler leurs différends par voies de consultations pacifiques ;
- Exiger des autres pays qu'ils respectent la souveraineté de tous les pays africains ;
- Lutter contre les agressions et toute intervention étrangère.

Ces principes, accueillis de façon favorable par les pays africains et ont eu une influence profonde sur le développement des relations politiques sino-africaines.

Dans le même temps, la France reconnaît la RPC (janvier 1964) ce qui va lui ouvrir la porte des Etats africains francophones. Car, conformément à la stratégie des « *deux lignes* »³, le gouvernement chinois travaille activement depuis plusieurs années à développer ses relations avec les pays occidentaux. L'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et la France fut l'un des succès de ce réajustement de la stratégie diplomatique de la Chine (cf. Annexe 1).

³ Durant les années 1960 et surtout pendant leur deuxième moitié, la stratégie diplomatique poursuivie par la Chine était de lutter contre l'hégémonie des deux superpuissances. Cette stratégie « anti-impérialiste » face aux USA et « anti-socialiste » face à l'URSS portait le nom de « deux lignes ». La Chine se situait dans la « zone intermédiaire » constituée par les pays sous-développés d'une part et par les pays capitalistes d'Europe occidentale d'autre part.

HONGMING Zhang, *La politique africaine de la Chine*, Institut des Etudes sur l'Asie Occidentale et l'Afrique relevant de l'Académie des Sciences Sociales de Chine, Pékin, 2000

Cette campagne va permettre à la Chine d'intensifier ses relations diplomatiques avec le Burundi, le Congo, la Centrafrique, le Bénin, la Tunisie, la Zambie et la Mauritanie.

La Tanzanie, issue de la fusion du Tanganyika et de Zanzibar, engage de même des liens avec la RPC. C'est en 1967, en pleine révolution culturelle, que sont signés les accords visant à la construction de la ligne de chemin de fer Tanzanie – Zambie, le « *Tanzam* » pour un montant d'environ 500 millions de dollars. Véritable symbole de la coopération sino-africaine, ce projet cherche à rivaliser avec le grand barrage d'Assouan construit par l'URSS.

Mais les effets néfastes de la Révolution culturelle commencent à se faire sentir et les dernières années de la décennie seront difficiles pour les relations sino-africaines.

Dès 1965, le Burundi rompt ses liens diplomatiques, suivi par la Centrafrique et le Ghana en 1966 qui décident de se tourner vers le régime démocratique de Taipei. La Tunisie suit le mouvement en 1967. La Chine, tout d'abord idéalisée et imaginée comme l'une des nations majeures du mouvement des non-alignés représente maintenant une menace pour la stabilité même des Etats africains.

Cette décennie se termine donc en demi-teinte avec une première période faste suivie d'un net repli mis en cause par une instabilité politique intérieure majeure interne à la RPC. Le « *modèle économique* » prôné par Mao a échoué et la Révolution culturelle a effrayé les partenaires diplomatiques. Mais la Chine a des ressources et la prochaine décennie sera celle du renouveau. A la fin de l'année 1969, sur 41 pays africains indépendants, 19 avaient noué des relations diplomatiques avec la Chine, contre 5 dans les années 1950.

1.2. La politique africaine des années 1970

Deux évènements majeurs vont profondément modifier la politique africaine de la Chine : le changement de stratégie vis-à-vis des deux Grands d'une part et l'admission en tant que membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies d'autre part.

En 1970, la Chine se trouve prise entre deux feux ; par la menace soviétique à partir du nord et par l'intensification des actions militaires américaines au Vietnam. Pour Mao Zedong la seule solution viable est de choisir le camp du moins dangereux⁴. L'URSS, en situation favorable, semble la puissance la plus redoutable. Quant aux Etats-Unis, ils sont dans une position plutôt défensive et subissent la rivalité des nouvelles économies d'Europe occidentale et du Japon.

Conformément à cette analyse, et pour améliorer sa situation sur la scène internationale suite aux sanctions imposées par les pays occidentaux, Mao Zedong adopte la nouvelle théorie des « *Trois mondes* »⁵ ainsi que la stratégie dite d'« *une ligne* ». Le principe de celle-ci vise à lutter contre la menace de l'URSS en unissant toutes les forces susceptibles d'être réunies comme le soulignera Deng Xiaoping en 1979 lors d'une entrevue avec une délégation française : « *Il n'y a pas d'autre moyen, contre l'expansionnisme soviétique, que la réalisation d'une union entre la Chine, le Japon, les Etats-Unis et l'Europe... Grâce à cela, nous pourrions saper les activités tous azimuts de l'Union soviétique.* »

Ainsi, dès 1971, la Chine accueille le président Nixon à Pékin et amorce un lent processus de détente qui se conclura par l'établissement de relations diplomatiques⁶.

En 1971, la RPC est admise à l'ONU en tant que membre permanent au Conseil de sécurité. Pékin rappelle régulièrement que le 25 octobre 1971, les votes africains ont représenté 32,9% des voix en sa faveur face à Taiwan qui perd ainsi un certain intérêt pour les Etats africains. Mais la Chine se trouve obligée de prendre ouvertement parti

⁴ Mao Zedong s'est exprimé ainsi : « *tout en profitant au maximum de l'opposition entre les supergrands, on doit améliorer ses relations avec l'un d'entre eux, car on ne doit pas se faire trop d'ennemis.* »

⁵ Selon Mao Zedong, les humains forment trois mondes qui sont à la fois mutuellement liés et contradictoires entre eux. Les Etats-Unis et l'Union soviétique forment le « *premier monde* ». Ces deux superpuissances sont les exploités et également les ennemis de tous les peuples.

Les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres régions forment le « *Tiers monde* ». Ce sont les plus grandes victimes de l'oppression et de l'exploitation. Ils constituent la force principale dans la lutte contre l'hégémonisme.

Les pays développés de l'Europe occidentale ainsi que le Japon, le Canada et l'Australie qui se trouvent entre les deux, constituent le « *deuxième monde* ». Ces pays possèdent un double caractère: ils exploitent les pays du tiers monde d'une part et ils sont manipulés et opprimés par les deux superpuissances d'autre part. La relation entre le deuxième monde et le tiers monde est, pour l'essentiel, une relation d'unité et de lutte. Le deuxième monde est donc une force susceptible d'être ralliée dans la lutte contre l'hégémonisme.

Op.Cit. HONGMING Zhang

⁶ Après son accession au pouvoir, le président américain Nixon décide de réajuster sa politique envers la Chine. A la suite des entretiens directs entre les dirigeants des deux pays, la Chine et les Etats-Unis publient en février 1972 un « *Communiqué conjoint sino-américain* », ouvrant la porte à la normalisation des relations entre les deux pays.

Op.Cit. HONGMING Zhang

dans toutes les crises africaines opposants les deux Grands. C'est le choix du vote américain qui prédomine.

Ces deux évènements ne peuvent que modifier la politique chinoise en Afrique, la rendant à la fois plus flexible et plus pragmatique, adoptant une attitude proche de celle des pays occidentaux dans leur lutte contre l'URSS d'une part et soutenant le combat des Africains contre le colonialisme d'autre part.

Cette sortie de l'isolement politique va donner une impulsion vigoureuse aux relations sino-africaines.

Du côté du Maghreb, un important accord de coopération est signé en 1971 entre l'Algérie du président Boumediène et la RPC et ce malgré ses liens étroits avec l'URSS. Une coopération technique et économique s'engage également en 1972 avec la Tunisie et prend même un aspect militaire quand celle-ci s'estimera menacée par la Libye. Ce qui n'empêche pas la Chine de normaliser ses relations avec Tripoli un an plus tard. Enfin, la Mauritanie reçoit d'importantes aides économiques avec notamment la construction du port en eau profonde de Nouakchott en 1974.

En somme, la RPC n'a réussi que modestement à contrecarrer la politique soviétique dans cette région.

Du côté de la corne de l'Afrique, la politique chinoise est un échec. Faisant preuve d'un grand pragmatisme, les Chinois abandonnent le soutien au Front de libération de l'Erythrée pour se tourner vers le régime impérial d'Addis-Abeba. Mais la révolution marxiste qui secoue l'Ethiopie en 1974 réduit à néant cette politique.

La Chine se voit contrainte de se rapprocher des Etats de moindre envergure comme le Soudan et la Somalie. Après l'expulsion des conseillers soviétiques en 1971, la RPC accentue son rapprochement avec Khartoum. En 1977, la coopération prend même un aspect militaire suite à la visite du Général Nemeyri en Chine. L'évolution des rapports avec la Somalie est comparable. Un différend à propos de l'Ogaden aboutit à l'expulsion des experts soviétiques en 1977 et au rapprochement avec la Chine.

On se rend compte à ce stade de l'analyse, que la RPC se contente de former des liens avec les Etats périphériques. Toujours sur la défensive, elle subit une diplomatie

soviétique agressive. Mais en Afrique sud-saharienne où son influence est moindre, les progrès réalisés par la Chine sont nettement plus importants, notamment grâce à sa nouvelle position à l'ONU et à sa politique de rapprochement avec les pays occidentaux.

A la fin de 1972, des relations diplomatiques existent avec la plupart des Etats d'Afrique équatoriale (Guinée équatoriale, Nigéria, Cameroun, Sierra Leone, Sénégal, Tchad...etc), relations qui seront complétées jusqu'en 1980 avec le Zimbabwe.

Il est important de rappeler que la politique dans cette partie de l'Afrique reste la même qu'ailleurs à savoir la lutte contre l'hégémonie soviétique. Ayant essuyé un échec en Angola en 1975 avec l'avènement d'un gouvernement prosoviétique, la politique chinoise va se contenter de soutenir les décisions de l'OUA⁷.

Enfin, la RPC poursuit sa politique d'aide économique et technique durant cette période, tentant de concurrencer Taiwan (cf. Annexe 2). Le plus représentatif est probablement l'aboutissement des travaux du « *Tanzam* » qui aura duré 6 ans ou encore la construction d'une route de 900 km en Somalie inaugurée en 1978.

En conclusion, cette décennie aura été riche en évènements, la Chine ayant réussi à nouer de nombreux liens avec les Etats africains sans toutefois être capable de contrecarrer efficacement l'URSS. Un certain pragmatisme certes, mais qui montre les limites de sa politique africaine.

Dans les années 1970, 25 nouveaux pays africains ont établi des relations diplomatiques avec la Chine et 6 autres l'ont normalisée soit un total de 44 pays à comparer aux 19 des années 1960.

1.3. La politique d'indépendance des années 1980

Les années 1980 sont celles d'une détente générale particulièrement profitable à la Chine. En 1982, la première série de pourparlers sur la normalisation des relations sino-soviétiques se tient à Pékin. Conformément aux changements dans la situation internationale et aux besoins de développement internes, les autorités chinoises décident de réajuster leur stratégie diplomatique, y compris leur politique vis-à-vis de l'Afrique.

Les éléments de ce réajustement sont:

- La renonciation à l'idée que la guerre entre les deux Grands est imminente,
- La priorité absolue donnée à la modernisation du pays,
- L'abandon de la stratégie d' « *une ligne* » par la recherche de l'ouverture vers l'extérieur et notamment vers les pays susceptibles d'aider au développement interne,
- Une politique diplomatique d'indépendance, d'autonomie et de paix gage d'un véritable non-alignement,
- Les intérêts d'Etat demeurent le point de départ et l'objectif final de toutes les décisions prises par les dirigeants chinois, l'idéologie étant abandonnée au profit du pragmatisme.

On comprend mieux pourquoi l'intérêt chinois pour le continent africain décroît au profit d'Etats plus intéressants pour la modernisation interne du pays.

A contrario des années 1960 et 1970 qui avaient été favorables à la coopération économique, la Chine ne cesse de réduire la part de ses engagements au cours des années 1980 (bien que le volume des échanges croisse au fil des années – cf. annexe 3 –). D'ailleurs, lors de sa visite en Tanzanie, le Premier ministre Chao Tse-Yang annonce parmi les quatre nouveaux principes de la coopération sino-africaine, la recherche de l'égalité et des avantages réciproques ainsi qu'une attention toute particulière portée à la rentabilité.

Le temps des grands travaux comme celui du Tanzam ou du port de Nouakchott est révolu. La place est maintenant laissée aux projets de moindre envergure, exécutés conjointement, notamment dans la coopération agricole. Pragmatisme oblige, des efforts sont réalisés pour abaisser les barrières douanières et favoriser le libre échange permettant ainsi un retour sur les investissements.

Néanmoins, désirant participer au directoire formé par les membres permanents du Conseil de sécurité et exercer pleinement ses responsabilités sur la scène internationale, Pékin continue d'appliquer une certaine politique d'aide au développement. Mais autocentrée sur sa propre croissance interne, elle n'entend pas être impliquée dans le sauvetage d'un continent africain à la dérive.

⁷ OUA : Organisation de l'Unité Africaine.

Dans le domaine diplomatique, la Chine continue à contrer l'URSS jusqu'en 1985 mais se démarque peu à peu de la ligne pro-occidentale. Parallèlement aux actions diplomatiques en faveur de l'OUA, la Chine entend bien renouer les liens rompus avec les Etats prosoviétiques ou révolutionnaires.

L'Ethiopie est la première visée en 1983. Le royaume du Lesotho est également approché la même année, suivi par le Burkina Faso du capitaine Sankara en 1984. De même, dans le différend qui oppose le Tchad à la Libye en 1983, la RPC surprend tout le monde en adoptant une attitude neutre. Enfin, la prise de position particulièrement dure contre le régime d'apartheid de l'Afrique du sud achève ce tableau, résolument en faveur des non-alignés.

A la fin des années 1980, sur les 51 pays africains indépendants, 47 ont des relations diplomatiques avec la Chine, contre 44 dans les années 1970.

1.4. La transition des années 1990

L'effondrement de la structure bipolaire au début des années 1990 plonge le monde dans une sorte d'euphorie vite suivie d'un difficile retour à la réalité. Le monde change vers un nouvel ordre dont les contours se dessinent déjà : instabilité et mondialisation des échanges autour d'une unique superpuissance.

Mais l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest ainsi que la fin de la Guerre froide n'ont pas apaisé les contradictions qui subsistent entre le Nord et le Sud. Ce changement à même placé le Tiers monde dans une situation encore plus difficile. Les puissances occidentales ont subitement réduit leur aide financière. La mondialisation économique les a forcé à se restructurer et à former des blocs économiques afin de renforcer leurs capacités concurrentielles. Face à ce bouleversement, les Etats du Tiers monde ont vu rapidement diminuer leur poids dans la vie économique mondiale.

Pour autant la Chine n'a pas officiellement changé sa politique. Elle continue de poursuivre une stratégie d'ouverture vers l'extérieur ainsi qu'une diplomatie de non-alignement.

Bien que l'Afrique ne se place pas au premier rang dans l'ordre de priorité de sa diplomatie, elle occupe quand même une position d'importance. Car en négligeant les

relations avec les 53 Etats africains, elle risquerait de tomber dans l'isolement sur la scène internationale. Les événements de Tian'anmen de juin 1989 sont là pour l'attester. Ils ne firent d'ailleurs l'objet d'aucune condamnation particulière des Africains, contrairement aux pays occidentaux.

Dès le mois d'août 1989, la RPC s'est subitement sentie obligée de renouer les liens avec des partenaires qu'elle avait un peu délaissés dans les années 1980 par une visite éclair du ministre des Affaires étrangères Chien Chi-Chen dans six pays du sud de l'Afrique (Botswana, Lesotho, Zimbabwe, Angola, Zambie et Mozambique). Ce fut l'occasion de rappeler la position officielle contre l'apartheid et les pressions occidentales sur les Etats non démocratiques d'Afrique. Cette recrudescence d'activités diplomatiques prit d'ailleurs fin en 1993 lorsque la Chine obtint la levée presque totale des sanctions.

Néanmoins, on constatera que la Namibie et l'Erythrée amorcent des relations dès que leur indépendance est proclamée. L'Afrique du Sud, pays économiquement le plus puissant du continent africain, rejoindra le club en 1998. A la fin de l'année 1999, 45 des 53 Etats africains ont établi et maintenu des relations diplomatiques avec la RPC.

La fin de cette décennie sera plutôt calme pour les relations sino-africaines qui se limiteront à une sensible accélération des échanges commerciaux dont nous étudierons les tenants et les aboutissants dans les prochains chapitres.

2. La politique africaine chinoise : coopération économique et soutien mutuel

Pour faire face à une croissance intérieure toujours plus importante, de même que pour se placer en exemple face aux autres nations, la Chine applique une politique volontariste tout azimut.

Se considérant comme le plus grand pays en développement du monde, elle voit l’Afrique comme le plus grand continent en développement. Capitaux, savoir-faire et produits de consommation bon marchés contre matières premières et ressources énergétiques, voilà les fondements de la coopération entre ces deux mondes.

Pour parfaire ces relations, la Chine a développé une stratégie officielle fondée sur le pragmatisme et les bénéfices mutuels dans un « *monde harmonieux*¹ ».

Avant de faire un bilan des résultats de la coopération économique, voyons ce que propose le modèle officiel de coopération sino-africain. Celui-ci peut être décomposé en trois parties distinctes mais complémentaires : un esprit, une doctrine et un outil de diffusion.

2.1. Le modèle politique officiel

2.1.1. L’ « Esprit de Bandung »

Les relations entre la Chine et l’Afrique sont le fruit d’une longue histoire, notamment celle d’une période d’assujettissement colonial suivie par un accès tardif à l’indépendance avec son corollaire de difficultés de tous genres. Cette lutte a servi à forger un sentiment de compréhension largement exploité par les représentants des continents africains et asiatiques.

¹ Citation favorite du Président Hu Jintao lors des discours sur la place de la Chine dans le monde.

D'ailleurs, pour commémorer le cinquantième anniversaire de la fameuse conférence du « *mouvement des non-alignés* » tenue en 1955 à Bandung², plus de quarante chefs d'Etats se sont réunis à nouveau dans la ville indonésienne l'année dernière au mois d'avril.

Mais aujourd'hui, les divisions politiques de l'ère de la Guerre froide ayant disparu, **l'économie est devenue la base de la coopération afro-asiatique**. D'autre part, une réelle volonté existe de faire entendre une **voix commune sur la scène internationale**. A ce propos, le Premier ministre indien Manmohan Singh s'est exprimé ainsi : « *Nous représentons plus de la moitié de l'Humanité...notre voix dans les institutions internationales n'est pourtant pas proportionnelle* »³. Dans ce contexte, la Chine a une place à maintenir et même à consolider : celle de **champion du Tiers-monde, exemple de réussite économique** et de **porte parole à l'ONU**. Sa politique étrangère y fait souvent référence et ses outils, s'ils ne sont plus teintés des couleurs du Communisme résonnent encore de cet « *Esprit de Bandung* » quand les besoins s'en font sentir.

2.1.2. La politique africaine de la Chine

Les autorités de Pékin ont publié la nouvelle version officielle de leur « *Politique Africaine de la Chine* » (PAC) en janvier 2006⁴. On y trouve en avant-propos un rappel sur la volonté chinoise d'un développement pacifique fondé sur une coopération bénéfique pour tous et respectant les « *Cinq principes de coexistence pacifique* » (cf 1.1).

Prête à soutenir les organisations africaines comme l'Union Africaine ou le NEPAD⁵, Pékin a défini les **quatre principes guidant les échanges sino-africains** :

- La sincérité, l'amitié et l'égalité par le respect des choix des africains dans leur voie vers le développement et par le soutien dans leur effort vers l'union,

² Cette conférence avait pour but de permettre de trouver une voie dans le développement, indépendante à la fois de celle des pays occidentaux et de celle de l'Union Soviétique. Elle a réuni les dix plus grands chefs d'Etats du Tiers-monde dont Nehru (Inde), Sukarno (Indonésie), Zhou Enlai (Chine), Gamal Abdul-Nasser (Egypte) et Kwame Nkrumah (Ghana).

³ ABRAHAM Thomas, « Reviving the Old Dream of Afro-Asian Cooperation », *Yale Global*, 24 mai 2005

⁴ *People's Daily Online*, "China to develop new type of strategic partnership with Africa", 12 janvier 2006. Le texte intégral est disponible en anglais sur le site du *People's Daily Online*.

⁵ New Partnership for Africa's Development.

- Les bénéfices mutuels et la prospérité commune en appuyant la volonté de croissance par des coopérations économiques et sociales ;
- Le soutien mutuel et la coordination au sein des Nations Unies et des autres organisations multilatérales ;
- Une meilleure connaissance mutuelle et la recherche d'un développement commun par des coopérations dans les domaines des sciences, de la culture, de l'éducation et de la santé.

Le **volet politique** de cette coopération comprend une multitude d'actions ponctuelles comme le développement des visites bilatérales à tous les niveaux (chefs d'Etats, ministres, parlementaires, représentants de partis politiques), de comités et de conférences dans des domaines très variés.

Le **volet économique** reste la pierre angulaire de la politique chinoise. Tous les secteurs sont abordés. Le commerce occupe une place importante, la Chine s'engageant à faciliter l'accès à son marché et à annuler les taxes douanières aux produits fabriqués par les pays les moins développés du continent. Pour encourager le commerce, des négociations sont en cours pour ratifier des accords de libre-échange. Une Chambre de commerce et de l'industrie commune est en pleine gestation. Les coopérations économiques sont fortement encouragées, notamment dans le domaine agricole (technologie, formation, sécurité,...), dans le domaine des infrastructures (télécommunications, transport, énergie, bâtiment,...) et du tourisme (destinations touristiques officielles, lignes aériennes spéciales,...). Enfin, la Chine s'engage dans le domaine financier par des prêts à taux préférentiels d'une part mais aussi par des coopérations privilégiées entre les institutions financières.

Les problèmes de **paix et de sécurité** sont également abordés mais de manière assez générale. La Chine réitère sa volonté d'entretenir des échanges de haut niveau entre les militaires ainsi que de favoriser la coopération entre les acteurs du complexe militaro-industriel. Mais Pékin va encore plus loin puisqu'il annonce officiellement sa participation dans les opérations de maintien de la paix sur le continent ainsi que le développement de coopérations dans les domaines militaire, judiciaire et policier dans la lutte contre le terrorisme, le trafic d'armes et de stupéfiants et les organisations criminelles transnationales.

Enfin, les secteurs de **l'éducation, des sciences, de la culture et de la santé** ne sont pas oubliés. La Chine a depuis longtemps une politique de coopérations et d'échanges à long terme que nous ne détaillerons toutefois pas.

A la lecture de ce document, force est de constater que la Chine éprouve un réel besoin de développer ses relations avec le continent africain. Il ne suffit pas d'accroître les échanges commerciaux avec un ou des Etats pour en faire des alliés potentiels. Cette politique doctrinale, largement médiatisée, contribue donc à légitimer l'action chinoise en Afrique. Regroupant probablement plus d'effets d'affichage que de réelles volontés d'agir elle a néanmoins l'avantage d'exister. Et pour mettre en place cette politique, Pékin a développé un outil efficace : le Forum de coopération.

2.1.3. Le Forum de coopération Chine-Afrique

Le premier Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC⁶) s'est tenu à Pékin en octobre 2000. L'objectif était de redonner un nouvel élan à la coopération entre la Chine populaire et les Etats du continent. Réunissant 46 pays africains, de nombreuses organisations régionales (dont Salim Ahmed Salim secrétaire général de l'OUA) et des hommes d'affaires, le Forum a été imaginé comme un espace de dialogue collectif et d'approfondissement de la « *coopération Sud-Sud* ».

Ce premier forum a permis la proclamation de deux textes importants qui s'inscrivent dans le schéma directeur de la PAC : la *Déclaration de Pékin* et le *Programme pour la coopération sino-africaine dans le développement économique et social*.

La Déclaration de Pékin fait état de la vision multipolaire de la Chine où l'Afrique aurait un rôle moteur à jouer. C'est un document chapeau de politique générale.

Le deuxième texte, plus pratique, décrit les axes de travail et de coopération à mettre en œuvre. Il s'agit d'une feuille de route pour les années à venir.

Le deuxième Forum s'est tenu à Addis-Abeba en novembre 2003. Réunissant plus de monde que lors du premier symposium, il a permis de consolider les acquis par la publication d'un nouveau texte encore plus concret : le *Plan d'Action d'Addis-Abeba 2004-2006*.

Le prochain Forum devrait se tenir cette année puis se fixer sur une base tri-annuelle.

⁶ FOACAC : Forum On China-Africa Cooperation.

La mise en œuvre de cette politique chinoise a visiblement porté ses fruits car les échanges économiques entre le continent Africain et la RPC n'ont jamais été si importants. Il est temps maintenant de faire un bilan chiffré de cette coopération.

2.2. L'offensive économique chinoise en Afrique

Selon une étude de la Banque américaine d'investissement, Lehman Brothers, « *D'ici 2030, l'économie chinoise sera plus forte que celle de chacune des grandes économies européennes et pourrait bien remplacer le Japon pour devenir la plus grande économie d'Asie et la seconde du monde après les Etats-Unis* ».

Avec une croissance de plus de 9% par an, la Chine devrait devenir la quatrième puissance économique mondiale cette année, devant la France et la Grande Bretagne. Son excédent commercial a atteint 90,8 milliards de dollars lors des onze premiers mois de l'année 2005, soit trois fois plus qu'en 2004, cette réussite étant principalement due à la fin du régime des quotas textiles et aux importations de pétrole⁷.

Bien que seulement 4% du commerce chinois ait été réalisé avec l'Afrique en 2004, les relations commerciales sont en plein essor. Dans les années 1990, le commerce a progressé de 700%. D'un total de 18,5 milliards de dollars en 2003, il a atteint le record de 32,17 milliards de dollars (15,25 milliards de dollars d'exportations vers l'Afrique et 16,92 milliards de dollars d'importations) durant les dix premiers mois de 2005 soit un croissance de 39% par rapport à l'année précédente⁸. **La Chine est maintenant le troisième partenaire du continent**, derrière les Etats-Unis et la France mais devant la Grande Bretagne.

L'Afrique souffre d'un manque important de capitaux, elle dispose d'une faible infrastructure industrielle et elle dépend étroitement des importations étrangères, même pour des biens de première nécessité. Elle a un fort besoin en infrastructures de base mais elle exporte des matières premières ; principalement du pétrole, du minerai et des denrées alimentaires. La Chine quant à elle dispose de capitaux, d'une infrastructure industrielle énorme et manque de ressources énergétiques et de matières premières. De

⁷ SMITH Brian, « China's growing trade with Africa indicative of Sino-Western energy conflicts », 24 janvier 2006

⁸ «China-Trade jumps by 39%», *JTW News*, 6 janvier 2006

plus, elle est prête à investir dans le bâtiment. L'Afrique est considérée par les chinois comme un excellent marché pour ses produits grand public et à bas coût et également comme une région économique en plein essor, beaucoup de pays privatisant leur industrie et ouvrant leur marché aux investissements étrangers.

Aujourd'hui, les cinq principaux partenaires de la Chine sont l'**Afrique du sud**, l'**Angola**, le **Soudan**, le **Nigéria**, et l'**Egypte**. Depuis le début des années 2000, plus de 40 accords commerciaux ont été signés entre les pays africains et Pékin.

2.2.1. Ressources énergétiques et matières premières

Selon David Zweig et Bi Jianhai de *Foreign Affairs*, **les besoins de trouver et d'assurer l'approvisionnement des ressources** sont devenus les pièces maîtresses de la politique étrangère chinoise⁹. Le secteur manufacturier a engendré une énorme demande en aluminium, cuivre, nickel, minerai de fer, gaz et pétrole. Zweig et Bi ont écrit que « *la Chine a été capable d'aligner sa politique étrangère sur sa stratégie de développement intérieure en encourageant les sociétés contrôlées par l'Etat à négocier des contrats et engager des recherches avec les pays exportateurs de gaz, de pétrole et de matières premières* ». Dans le même temps, les autorités chinoises courtisent les gouvernements, usant de diplomatie, d'accords commerciaux, de réductions de dettes ainsi que d'aides ciblées. Et cette stratégie globale fonctionne puisque la Chine a obtenu des accès aux principales ressources clés à travers le monde, notamment en Afrique.

2.2.1.1. Sécuriser les champs pétrolifères

Alors que la demande globale en énergie continue de progresser, les puissances majeures que sont les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon doivent faire face à un nouveau compétiteur. Pour soutenir une croissance ininterrompue, la RPC a fondé une majeure partie de sa politique extérieure sur la recherche de débouchés en matière d'énergie ainsi que sur la sécurisation de ces accès. Considérant le Moyen-orient comme instable à plus ou moins long terme, Pékin se tourne depuis peu vers le

⁹ ZWEIG David et JIANHAI Bi, « China's Global Hunt for Energy », *Foreign Affairs*, Octobre 2005

continent africain, autre exportateur majeur, longtemps négligé du fait des risques potentiels.

Avec une croissance de la demande énergétique de l'ordre de 7,5% par an soit sept fois plus que les Etats-Unis, la Chine est devenue importatrice nette de pétrole dès 1993. Cette croissance est due principalement au fait que cet énorme pays se trouve en phase de transition, passant de la bicyclette à l'automobile, plus abordable depuis son admission à l'OMC¹⁰. On estime ainsi que la Chine aura 90 fois plus de voitures en 2010 qu'en 1990 soit 19% de croissance annuelle (elle devrait surpasser les Etats-Unis en 2030)¹¹.

Comme sa production interne actuelle ne devrait pas couvrir plus de deux décennies, la recherche de débouchés externes conditionnera la réussite de sa révolution industrielle ainsi que sa place comme acteur majeur sur la scène internationale. La Chine a exporté plus de 42% de son pétrole en 2004 et sa demande devrait doubler d'ici à 2010. Elle se place aujourd'hui au deuxième rang mondial, derrière les Etats-Unis mais devant le Japon.

Selon l'*Agence internationale de l'énergie*, le pays devrait importer autant de pétrole que les Etats-Unis en 2030 ces importations couvrant près de 70% de ses besoins (cf. annexe 4).

Ses besoins conséquents en pétrole a tout naturellement amené la Chine à aborder les pays africains, particulièrement le Soudan, le Tchad, le Nigeria, l'Angola, l'Algérie, le Gabon et la Guinée équatoriale. Selon l'*US Energy Information Administration*, la Chine a représenté ces quatre dernières années 40% de la croissance de la demande énergétique. En 2004, elle a dépensé près de 10 milliards de dollars d'achat de brut en Afrique¹². Lors des dix premiers mois de 2005, elle y a investi près de 175 millions de dollars, principalement dans les domaines de la prospection et des infrastructures pétrolières. Aujourd'hui, 20% des importations chinoises de pétrole proviennent de l'Afrique sud-saharienne. Les sociétés d'exploitation pétrolière SINOPEC et CNPC¹³ sont devenues les deux instruments dans l'installation de la Chine sur le continent africain.

¹⁰ OMC : Organisation Mondiale du Commerce

¹¹ LUFT Gal, « Fueling the dragon : China's race into the oil market », *IAGS*, 2004

¹² *Wall Street Journal*, 29 mars 2005

Etudions en détail quels pays profitent de l'immense besoin chinois en pétrole.

Le **Nigéria**, membre de l'OPEP¹⁴ est le plus gros producteur de pétrole d'Afrique et le 11^{ème} producteur mondial. C'est un exportateur majeur aussi bien pour l'Europe que pour les Etats-Unis. Le pays produit près 2,5 millions de barils par jour et ses réserves sont estimées à 35 milliards de barils. D'ailleurs, un plan gouvernemental prévoit de porter cette réserve à 40 milliards de barils pour 2010.

Les revenus du gouvernement dépendent à 80% des exportations de pétrole tandis que 70% de la population vit sous le niveau de pauvreté. Bien entendu, ce pays entretient des liens étroits avec la Chine. Un contrat d'achat de 800 millions de dollars de brut a été signé en juillet 2005. Le pays prévoit également de fournir près de 30 000 barils par jour pendant les cinq prochaines années tandis que les chinois contrôleront quatre zones pétrolifères¹⁵. L'objectif des chinois semble aussi être de prendre le contrôle, à terme, des raffineries privées nigériennes.

L'**Angola** est le second producteur de pétrole juste derrière le Nigéria avec une production qui avoisinera les deux millions de barils par jour en 2008. Ce pays dispose également de grosses réserves de gaz offshore. Ces deux industries, considérées comme très prometteuses, ont déjà attiré plus de 20 milliards de dollars d'investissements étrangers depuis 2003. L'économie angolaise est très dépendante de ces ressources qui comptent pour près de 40% du PNB et 90% des revenus de l'Etat.

La Chine absorbe aujourd'hui environ 25% de la production angolaise. Le pays se trouve en seconde position derrière l'Arabie Saoudite dans la liste des importations chinoises (soit 11%).

Le pays est considéré comme particulièrement corrompu, mais celui-ci a tout de même bénéficié des bonnes grâces des Chinois qui lui ont accordé un prêt de deux milliards de dollars à taux réduit, principalement pour la reconstruction du pays et des infrastructures pétrolières. En échange, ils pourront prospecter une zone côtière prometteuse et recevoir 10 000 barils par jour. Ce prêt aurait même permis aux Chinois de devancer les Indiens de la compagnie ONGC-Videsh dans cette prospection offshore¹⁶.

¹³ CNPC : China National Petroleum Corporation

¹⁴ OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

¹⁵ LYMAN N., « China's Rising Role in Africa », *déposition lors de la commission Chine - USA*, 21 juillet 2005

¹⁶ JOANNIDIS Marie, « Chine-Afrique : une coopération renouvelée », *RFI*, 29 octobre 2004

La production du **Soudan** a rapidement augmenté ces dernières années pour atteindre environ 500 000 barils par jour malgré les problèmes internes. Le brut extrait est d'une excellente qualité ; il est donc très convoité. Les réserves officielles sont d'environ 560 millions de barils avec un fort potentiel d'extension dans les régions à risque, notamment dans le Darfour. Ce pays est aussi l'un des plus pauvres de la planète.

La Chine entretient des liens étroits avec le gouvernement de Karthoum. La volonté de minimiser l'importance de la violence et du génocide dans ce pays et proportionnelle aux dizaines de milliers de barils de brut extraits chaque jour tandis que les autres nations ont imposé des sanctions sévères, notamment sur les opérations pétrolières. Les compagnies chinoises sont actives depuis une dizaine d'années environ, principalement dans les champs pétrolifères de Muglad dans le sud du pays où ils s'attribuent près de 50% de la production. Le Soudan assure aujourd'hui environ 5% des besoins de Pékin.

Cette coopération énergétique ne se limite pas à l'extraction puisque des travailleurs chinois ont construit un oléoduc de 1600 km de long pour l'exportation de brut à partir de la Mer Rouge ainsi qu'une raffinerie capable de traiter 2,5 millions de tonnes par an¹⁷. La CNPC dirige un projet majeur de champ pétrolifère de 3 milliards de dollars couvrant près de 13 millions d'hectares dans le sud non musulman du pays, celui-ci devant produire, à terme, une quinzaine de millions de barils par an¹⁸. Avec des réserves confirmées de 220 millions de tonnes, ce projet est l'un des plus importants pour Pékin.

La **Guinée équatoriale** totalise une réserve de brut estimée à 1,28 milliards de barils. Avec une production de 370 000 barils par jour en 2004, le pétrole compte pour environ 90% des exportations du pays.

La Chine représente une part importante de cette production, la CNOOC¹⁹ ayant signé un accord de cinq ans avec le pays. Celui-ci porte sur l'exploitation d'un bloc de 237 000 hectares sur la côte sud du pays²⁰.

Le **Gabon** est aussi un exportateur de pétrole avec 230 000 barils par jour et des réserves estimées à environ 2,5 milliards de barils (soit une baisse 37% par rapport à

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ TAYLOR Ian, "Beijing's arms and oil interests in Africa", *The Jamestown foundation*, 13 octobre 2005

¹⁹ CNOOC : China National Offshore Oil Company Ltd.

1997). L'exportation de brut représente 60% du budget du gouvernement et 40% du PNB.

Plusieurs entreprises chinoises ont conclu des marchés avec ce pays : la SINOPEC avec le Ministère de l'Energie et UNIPEC avec Total Gabon. Un don de 1,2 millions de dollars ainsi qu'un prêt à taux réduit de 6 millions ont été consentis par Pékin s'octroyant en échange des marchés de constructions d'infrastructures pétrolières²¹.

Enfin, la RPC entretient des liens avec quelques pays petits exportateurs comme le **Congo** ou encore l'**Algérie** où deux compagnies chinoises ont signé des contrats portant sur l'importation de brut, l'exploitation du gisement de Zarzaitine et la prospection²².

2.2.1.2. Un besoin insatiable en matières premières

Les entreprises chinoises sont particulièrement actives dans les Etats africains riches en minerais. Le pays est devenu le premier utilisateur mondial de cuivre devant les Etats-Unis. Il exploite des mines en **RDC** par l'intermédiaire de la Gécamine congolaise, importe du cobalt et contrôle certaines installations hydro-électriques dans ce pays miné par les conflits internes. Le **Zimbabwe** fait aussi partie de ses clients en or et en platine. Pékin a en outre investi plus de 170 millions de dollars en **Zambie** dans les mines de cuivre de Chambezi²³ et dans d'autres minerais.

2.2.2. Industrie et services

Les intérêts chinois sont assez concentrés sur l'industrie d'extraction mais concernent aussi les secteurs de la pêche, de l'agriculture, du bois et des télécommunications. Près de 700 entreprises opèrent dans 49 pays africains parfois sur des marchés depuis longtemps abandonnés par les puissances occidentales.

Une entreprise pharmaceutique produit des médicaments anti-malaria en **Ouganda**.

²⁰ « China signs oil contract with Equatorial Guinea », *AFP*, 18 février 2006

²¹ BAUER Camille, "Chine-Afrique: sous le signe du pétrole", *l'Humanité*, 5 octobre 2005

²² *Ibid.*

²³ SERVANT Jean-christophe, "La Chine à l'assaut du marché africain", *Le Monde diplomatique*, mai 2005

La firme chinoise Huawei a récemment obtenu un contrat de 400 millions de dollars sur la mise en place d'un réseau téléphonique mobile au **Kenya**, au **Zimbabwe** et au **Nigéria**.

Le bâtiment est également un secteur en vogue. En 2004, les investissements chinois ont représenté 900 millions de dollars sur les 15 milliards d'investissements directs étrangers. Sur le millier de projets en cours, 500 sont menés exclusivement par la China Road and Bridge Corporation, entreprise d'état²⁴. Les projets immobiliers concernent des routes, des chemins de fer, des écoles, des hôpitaux et des bâtiments administratifs. Les chinois ont ainsi assuré la construction du terminal aéroportuaire d'**Alger**, du sénat **gabonais**, d'hôtels au **Botswana** et en **Afrique du sud** ainsi que la réparation de la route reliant Mombassa à Nairobi. Un nouvel aéroport à Luanda est planifié avec des vols directs pour Pékin. Hu Jintao et Denis Sassou Nguesso, président de la **République du Congo** ont signé deux accords l'année dernière, l'un portant sur la construction d'une route reliant Brazzaville à Pointe Noire et l'autre sur le transport d'énergie à partir du barrage d'Imboulou²⁵. La **Sierra Leone**, pays particulièrement instable, bénéficie aussi des moyens chinois qui sont en train de réaliser un complexe hôtelier. Le **Zimbabwe** enfin, profite de la manne chinoise qui, outre la coopération militaire renforcée (cf 3.2), a assuré la construction d'hôpitaux, d'écoles, d'usines, de barrages et même du stade d'Harare.

Dans le domaine des services, la Chine a déclaré huit Etats africains comme destinations touristiques officielles. Elle exporte son savoir faire industriel et de la main-d'œuvre, envoie des docteurs et des infirmières sur le continent et forme des fonctionnaires ainsi que des hommes d'affaires.

La Chine s'est engagée à former 10 000 cadres africains entre 2004 et 2007, programme qui s'ajoute aux échanges traditionnels déjà existants. Car depuis 1963, plus de 15 000 docteurs chinois ont opéré sur le continent, traitant près de 180 millions de malades atteints du SIDA et plus de 5 000 étudiants africains ont été envoyés dans les universités chinoises.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ SONGO Richard "Sassou Nguesso en Chine: Place aux affaires", 27 septembre 2005

2.2.3. Le cas particulier du textile

Le problème du textile mérite une chapitre à part entière. Il se trouve être le premier exemple des dégâts que peuvent occasionner une puissance comme la Chine sur l'économie de pays en voie de développement. Comme nous pourrons le remarquer dans les chapitres suivants, le cas du textile n'est probablement que la première conséquence d'une politique chinoise pragmatique certes, mais dont certains aspects évoquent le souvenir de l'époque coloniale.

2.2.3.1. La fin des quotas

2004 a été l'année de la fin des quotas textiles mis en place en 1974 avec l'Accord Multifibres (AMF) reconduit en 1995 lors du cycle Uruguay de l'OMC. Celui-ci permettait aux Etats-Unis, à l'Europe et au Canada de limiter les quantités de textile (par l'adoption de quotas) en provenance des pays les plus compétitifs tout en leur permettant une croissance contrôlée. Plus récemment, les Etats-Unis ont mis en place l'AGOA²⁶ permettant aux pays africains un accès illimité au marché américain. Profitant de ces avantages et par là même contournant leurs propres quotas nationaux, les industriels asiatiques se sont installés dans les pays africains les plus pauvres, comme le **Lesotho**, la **Namibie**, le **Swaziland**, le **Ghana**, l'**Ouganda**, le **Kenya** et même l'**Afrique du sud**.

Depuis le 31 décembre 2004 les quotas d'exportation ont été levés et le fragile édifice s'est effondré. De plus, la chute du dollar de ces dernières années a pénalisé les pays exportateurs africains, la main d'œuvre chinoise devenant alors meilleur marché.

La Chine figurait déjà en 2001 au deuxième rang des exportateurs de textile derrière l'Union européenne et devant Hong-Kong avec 11,4% des exportations mondiales. Elle aurait atteint jusqu'à 50% en 2005 selon certains analystes²⁷. Les Européens et les Etats-Unis ont réussi à limiter les pertes en négociant un accord d'autolimitation jusqu'en 2007.

²⁶ AGOA: Africa Growth and Opportunity Act.

²⁷ GIPOULOUX François, *La Chine du 21^{ème} siècle : Une nouvelle superpuissance ?*, Armand Colin, 2005, p181-184

Mais les pays émergents n'ont tout simplement pas les armes pour se défendre.

Selon l'*Independent* d'avril 2005, plus de dix entreprises manufacturières ont fermé au Lesotho en 2005 privant de travail une dizaine de milliers de personnes²⁸. Il est intéressant de noter que le marché du textile représentait près de 90% de leurs gains à l'exportation. En 2002, il suffisait de vendre pour 50 à 55 dollars de vêtements pour couvrir un salaire. Il faudrait maintenant entre 110 et 115 dollars de ventes. Le Kenya a perdu huit entreprises et le Swaziland quatre durant la même année soit plus de 75% du total. Le Nigéria et le Ghana ont aussi été touchés.

Les exportations textiles de l'Afrique du sud vers les Etats-Unis sont passées de 26 millions de dollars le premier trimestre 2004 à 12 millions le premier trimestre 2005. Ce pays aurait perdu près de 55 000 emplois dans le secteur depuis 2003²⁹. Pourtant aucune mesure de quota n'a encore été mise en place.

2.2.3.2. La réaction chinoise

Si la Chine a mis en place une politique officielle d'aide et d'accompagnement cohérente et volontaire en Afrique, elle n'en défend pas moins ses intérêts économiques avec fermeté.

Selon le conseiller économique et commercial chinois en Afrique du sud : « *La Chine n'acceptera jamais des restrictions déloyales et discriminatives* ». Et rappelant que son pays a profité des dix dernières années de l'AMF pour parfaire sa compétitivité : « *Grâce aux efforts fournis tout au long de ces années, le textile chinois et son industrie du vêtement a réussi à accroître sa compétitivité internationale et à gagner des avantages comparatifs dont elle peut maintenant profiter* »³⁰. L'Afrique du sud n'a donc plus qu'à se réformer et adopter une « *attitude positive* » !

²⁸ PETA Basildon, "The Chinese Tsunami that threatens to swamp Africa", *Independent*, 25 avril 2005

²⁹ ENSOR Linda, « SA, China Agree to Curbs On Cheap Textile Imports », *Business day*, 28 décembre 2005

³⁰ *Ibid.*

3. La politique africaine de la Chine : solidarité ou néocolonialisme ?

Une politique de coopération Sud-Sud avenante, une volonté de dialogue équitable, l'amorce d'un partenariat à long terme assistées par des outils économiques efficaces, voilà ce qui caractérise les rapports entre la Chine et l'Afrique. Du moins officiellement car entre les annonces optimistes des autorités chinoises appuyées par les médias étatiques et la réalité tangible du terrain, il semble que l'écart soit plus conséquent qu'il n'y paraît. Le problème récurrent du textile n'est malheureusement pas une exception.

La politique chinoise, considérée comme éminemment pragmatique, ne répond qu'à une seule véritable exigence : **retrouver la place centrale que l'Empire du milieu occupait au XVIII^{ème} siècle¹**. Et l'Afrique, à la fois riche par son sous-sol et fragile par ses institutions, se trouve être le principal terrain de manœuvre et d'expérimentation des Chinois dans cette quête.

Deux exemples serviront à appuyer cette assertion : le problème de Taiwan et la politique militaire chinoise en Afrique.

3.1. La réalité par l'exemple:

L'Afrique sur fond de lutte des deux Chines

L'obtention de la légitimité internationale passe nécessairement par la recherche de la reconnaissance de la communauté mondiale. La République Populaire de Chine ainsi que la République de Chine (ROC) tentent de l'acquérir depuis leur création en 1949.

En tant que représentant permanent au Conseil de sécurité, Taiwan jouissait d'une reconnaissance de la plupart des Etats. A partir de 1971 quand la Chine l'a remplacée, le nombre de ces pays a chuté d'environ 70 Etats vers une vingtaine dans les années

¹ GOLUB Philip, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », *Manière de voir*, n°85, février-mars 2006, p8

1980. On comprend donc pourquoi la reconnaissance est devenu une tâche vitale pour la ROC.

De son côté, la RPC qui se trouve maintenant en position de force, tente par tous les moyens d'empêcher ce « *dangereux sécessionniste* » d'arriver à ses fins. Son objectif prioritaire et permanent est la réunification des deux Chines sous son propre giron.

3.1.1. Le champ de bataille africain

Pendant la Guerre froide, l'Afrique était l'objet des convoitises de Moscou, Washington et Pékin dans leur lutte pour gagner des voix à l'ONU. Aujourd'hui, les complexités ethnique, politique et économique qui caractérisent l'Afrique offrent à Taiwan l'opportunité d'entretenir des relations privilégiées avec certains Etats.

Du côté africain, la recherche d'aides extérieures constitue la première préoccupation politique compte tenu de l'état de pauvreté de la plupart des pays, particulièrement dans la région sud-saharienne.

Ces aides sont d'autant bienvenues qu'elles proviennent de pays qui ont subi l'impérialisme occidental. Taiwan apparaît comme un Etat qui a su engager les réformes nécessaires à son décollage économique, tout particulièrement dans le domaine des petites et moyennes entreprises. La Chine, quant à elle, se présente à la fois comme le leader du Tiers monde mais aussi comme un succès économique.

On comprend donc pourquoi, la reconnaissance ou l'abandon de Taiwan sont les clés de l'obtention d'aides économiques massives pour les Etats africains.

3.1.2. Taiwan et le Forum de coopération Chine - Afrique

Comme nous l'avons précédemment indiqué, la Chine lutte pour sa place en tant que puissance majeure sur la scène internationale. S'estimant être le leader du Tiers monde mais aussi afin de réparer sa fierté bafouée lors du bombardement de son ambassade à Belgrade en 1999, Pékin cherche à étendre son influence en rassemblant les Etats africains autour d'elle. Cela lui permet d'accroître sa légitimité dans son combat pour un monde multipolaire en faveur du Tiers monde mais aussi de **saper les efforts de Taiwan.**

Le *Forum de coopération Chine - Afrique* représente l'outil politique idéal.

On retrouve ainsi parmi les objectifs stratégiques du Forum présentés par Jiang Zemin en mars 2000 celui qui consiste à contenir l'avancée de Taiwan dans sa recherche de légitimité internationale. Bien que non déclaré ouvertement, cet objectif reste en permanence sous-jacent. Appelant à oublier le principe d' « *un pays, deux systèmes* », la Chine a systématiquement invité les Etats africains alliés de Taiwan à son forum de coopération. Pressé par les questions des Africains, le Ministre des Affaires étrangères Tang a finalement avoué lors du premier Forum que les Etats qui entretiendraient des relations privilégiées avec Taiwan seraient exclus de la liste des aides chinoises.

3.1.3. La bataille des communiqués

Dans les années 1980, la politique étrangère chinoise n'avait pas pour objectif majeur de bloquer le statut international de Taiwan. Ce mot n'était d'ailleurs presque jamais utilisé de même que le « *respect de l'intégrité territoriale* » ou le « *principe d'une seule Chine* ». Tout au plus pouvait on lire dans quelques rares communiqués la clause stipulant que « *la province de Taiwan fait partie intégrante de la RPC* ». La problématique de Taiwan ne faisait tout simplement pas partie des conditions préalable à l'ouverture de négociations.

Cette situation a évolué en 1988 quand la ROC s'est exprimée sur le principe de la « *double reconnaissance* »². En réponse, Pékin s'est efforcé de durcir ses communiqués. En 1993 lors d'une déclaration avec l'Erythrée, on pouvait lire que « *Taiwan est une partie du territoire chinois* » mais aussi que l'Erythrée « *ne doit pas établir de relations officielles avec Taiwan* ». En 1996 puis 1998, Pékin demandait la même chose au Niger et à la Centrafrique.

Face aux offensives chinoises, Taiwan a systématiquement répondu par la fermeté. C'est ainsi que dans les années 1990, l'Afrique a été un champ de bataille particulièrement violent. Huit Etats ont décidé d'ouvrir des négociations avec la ROC

² Taiwan avait pour habitude de rompre les liens diplomatiques avec les Etats qui entraient en contact avec Pékin pour maintenir son propre principe d' « *une seule Chine* » (la ROC). Compte tenu de cette politique, la Chine pensait que Taiwan perdrait tôt ou tard tous ses appuis. Mais en 1988, et afin de préserver un minimum de reconnaissances diplomatiques, Taiwan décida d'accepter le principe de la double reconnaissance.

jusqu'en 1996, quatre d'entre eux retournant sous le giron de la RPC quelques années plus tard (Le Lesotho en 1994, le Niger en 1996, la RCA et la Guinée Bissau en 1998). Le cas du Libéria est exceptionnel dans la mesure où il s'agit du seul Etat à avoir hébergé deux ambassades à Monrovia entre 1993 et 1997 conformément au principe de double reconnaissance³. Enfin, renforcé par sa forte croissance économique, Taiwan a réussi à obtenir la reconnaissance diplomatique du Niger en 1992, de Sao Tome et Principe et du Tchad en 1997.

Comparé aux Etats des autres régions du monde, les pays africains sont comme on le constate plutôt sujets aux changements de reconnaissance au grès de leurs besoins respectifs⁴.

3.1.4. Les moyens mis en oeuvre

3.1.4.1. Des outils économiques

Les Etats africains ont bien appris à jouer des tensions entre la ROC et la RPC pour servir leurs propres intérêts.

Il existe différents types d'aides, technologiques, médicales et financières. Ce sont ces dernières qui sont les plus prisées comme les prêts à taux réduits ou parfois même sans intérêts. L'annulation d'une dette est également un outil efficace pour obtenir les bonnes grâces d'un Etat africain. Bien que la Chine ait offert un prêt de 14 millions de dollars en 1997 à Sao Tome et Principe, celui-ci s'est finalement tourné vers Taiwan qui proposait un prêt de 30 millions. De la même manière, la Chine ayant annoncé une annulation de dette de 1,2 milliards de dollars lors de son premier Forum de coopération, Taiwan s'est empressé de suivre quelques mois plus tard.

Néanmoins, compte tenu de sa position sur la scène internationale vis-à-vis de la Chine, Taiwan est systématiquement contrainte de proposer des aides supérieures à la norme. A

³ En 1989, Taiwan renoua ses liens diplomatiques avec le Liberia. La Chine, au non de sa politique, ferma alors son ambassade. En 1993, le gouvernement provisoire d'Amos Sawyer rétablit les liens avec Pékin. Taipei maintint son ambassade contestant la légitimité de Mr Sawyer qui ne contrôlait réellement que 10% du territoire. Deux ambassades coexistaient alors à Monrovia. L'ambassade de Chine fut fermée en 1997 avec l'élection du nouveau président Taylor.

⁴ Les Etats africains ne manquent aucune opportunité de permuter leur reconnaissance diplomatique entre la Chine et Taiwan. Le Niger, par exemple, a reconnu Taiwan en 1963. Trois mois après le coup d'Etat de 1974, il permutait avec la Chine. En novembre 1991, soit huit mois après l'élection d'Amadou Cheiffou, le pays optait à nouveau pour Taiwan. Enfin, après le coup d'Etat d'Ibrahim Mainssara Bare en 1995, le Niger changeait une dernière fois pour la Chine.

titre d'exemple, le Tchad a reçu une aide totale de 238 millions de dollars en 1995 dont 125 millions de Taipei, soit 52% du total⁵.

Enfin, le solde commercial sert aussi d'outil d'influence dans ce jeu du chat et de la souris. En 1996, soit un an avant le retour de Hong Kong sous la souveraineté chinoise, Pékin menace de fermer les consulats des alliés de Taipei. Comme l'Afrique du sud à l'intention de stabiliser son solde commercial de 3 milliards de dollars avec la RPC, elle décide alors de clôturer ses relations diplomatiques avec Taiwan de façon à conserver son consulat à Hong Kong.

3.1.4.2. Des outils politiques

Compte tenu de son poids limité sur la scène internationale, Taiwan n'a pratiquement pas d'autres choix à proposer que des aides économiques. *A contrario*, la position privilégiée de la Chine au Conseil de sécurité lui assure une position plus enviable.

Ainsi, Taiwan s'avérait être l'allié le plus sûr de l'Afrique du sud durant les années d'apartheid. Elle avait même investi l'équivalent de 1,6 milliards de dollars et créé près de 40 000 emplois. Cependant, la motivation de Nelson Mandela en 1996 n'était plus seulement de sauver l'économie mais aussi de s'assurer une place de choix dans le cadre d'un éventuel élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU. Et suite aux menaces pesant sur Hong Kong, le président sud-africain a souhaité permuter avec la RPC. Il en est allé de même pour le Libéria dont la volonté était d'améliorer sa position vis-à-vis de la communauté internationale.

Les visites officielles sont un autre moyen d'asseoir sa volonté. Si elles n'aboutissent pas forcément à une permutation de reconnaissance, elles ont l'avantage de créer des liens privilégiés entre les dirigeants, donc de pérenniser les relations. Les Seychelles, le Mozambique et le Mali qui sont des partenaires stables de la Chine accueillent très fréquemment leurs dirigeants. Ce n'est pas le cas de Taiwan dont les visites ne font pas partie de leur politique étrangère.

⁵ LIU Phillip, "Cross-strait Scramble for Africa: A hidden agenda in China-Africa Cooperation Forum", 27 janvier 2006

Enfin, et à l'opposé du « *tout économique* » taiwanais, la Chine travaille dans le long terme en proposant des échanges scolaires. En quatre décennies, elle a contribué à former près de 14% des étudiants étrangers africains. Le Forum de coopération encourage ces échanges préparant ainsi les prochaines générations de décideurs.

3.1.5. Une aide économique soumise à conditions

Pékin qui continuait de clamer que ses aides n'étaient sujettes à aucune condition a placé le principe d'« *Une seule Chine* » au cœur du nouveau texte sur sa politique africaine⁶ (cf 2.1.2). D'ailleurs les contributions cessent dès lors que les Etats africains violent ce principe. Quant à Taiwan, l'aide aux Africains répond plus à une volonté politique qu'humanitaire. En conséquence, **beaucoup d'Etats africains reçoivent des aides des deux Chines**. Ces pays ne se sentent manifestement pas liés par des conditions sous-jacentes ou non de la part de Pékin ou Taipei. Ils comptent d'ailleurs fortement sur leurs incohérences politiques pour maximiser les aides (cf. Annexe 5). La souveraineté peut donc être achetée plutôt que méritée. De toute façon, l'état d'extrême pauvreté de ces pays africains ne permet pas de mettre en place un politique réellement consistante. Ce « *casse-tête chinois* » remplace finalement la compétition des deux grandes puissances de la Guerre froide.

En conclusion, on peut remarquer que même si la Chine est mieux placée sur la scène internationale, **sa volonté d'affaiblir Taiwan n'a que partiellement réussi**. Le Forum de coopération mis en place pour la marginaliser n'a pas entraîné les permutations espérées.

Les ressources allouées aux aides extérieures sont limitées pour les deux compétiteurs. Et alors que la Chine doit les répartir sur une quarantaine d'Etats africains, Taiwan se limite à six ou sept pays seulement⁷ autorisant ainsi une aide plus massive.

⁶ On peut y lire dans la troisième partie que « *Le principe d'Une seule Chine constitue la base politique de tout établissement et développement de relations entre la Chine et les Etats africains et les organisations régionales* ».

⁷ La ROC entretient actuellement des relations avec sept Etats africains : Le Burkina Faso, le Tchad, la Gambie, le Malawi, Sao Tome et Principe, le Sénégal et le royaume de Swaziland. Le Malawi et le Libéria ont participé au Forum de coopérations chinois.

En considérant que la Chine et Taiwan disposent environ des mêmes ressources, on peut dire que le nombre de pays ayant reconnu l'un ou l'autre a atteint une sorte d'équilibre dynamique, un *statu quo* dont les bénéficiaires reviennent principalement aux Africains.

3.2. La réalité par l'exemple :

La politique militaire de la Chine

La Chine est actuellement le cinquième exportateur d'armes au monde. Le gouvernement chinois espère transformer son industrie d'armement en **un acteur global capable de concurrencer les Etats-Unis pour 2020**⁸. Cette politique ne se limite pas à la simple vente d'armes mais elle englobe également toute une vaste palette de participations dans les zones de conflits aussi bien sous l'égide d'une organisation internationale que de façon bilatérale. Curieusement cette politique n'a pas attiré d'attention particulière de la part des médias internationaux.

3.2.1. La coopération militaire

La vente d'armes aux pays africains permet à la Chine de renforcer ses liens avec leurs leaders et de diminuer les coûts d'exportation du pétrole. Ce **lien étroit entre les armes et les ressources énergétiques** est une constante, la Chine n'ayant pas la même notion de respect des Droits de l'homme que les pays occidentaux. Pékin voit l'Afrique comme un marché potentiel pour son arsenal militaire et elle est prête à le vendre à n'importe qui.

En échange de la sécurisation des sites pétrolifères, la Chine gagne également un support conséquent aux Nations Unies, notamment dans sa lutte contre Taiwan ou pour divertir l'attention loin de ses propres problèmes de respect des Droits de l'homme. Selon Daniel Byman et Roger Cliff de la RAND Corporation, la Chine exerce un contrôle étroit sur ses exportations d'armements et les utilise comme un outil de politique étrangère⁹.

⁸ TAYLOR Ian, "Beijing's arms and oil interests in Africa", *The Jamestown foundation*, 13 octobre 2005

Selon *Le Monde*, La Chine aurait vendu environ 142 millions de dollars d'équipement militaire entre 1955 et 1977 et le rythme se serait accéléré depuis. Selon le *Congressional Research Service*, les ventes d'armes de la Chine vers l'Afrique auraient représenté 10% du total entre 1996 et 2003¹⁰.

Voyons plus en détail quels pays ont bénéficié ces dernières années des échanges militaires avec la Chine.

L'exemple le plus représentatif de la politique chinoise en matière d'armement est celui de son engagement dans la guerre civile au **Soudan** qui a causé environ deux millions de morts. Poursuivant sa recherche de sécurisation des ressources énergétiques, la Chine a vendu au gouvernement islamique de Karthoum près de 100 millions de dollars d'équipements aéronautiques. Selon *Aviation Week and Space Technology*, il s'agirait de chasseurs Shenyang dont une douzaine d'appareils supersoniques F-7, des versions améliorées du Mig-21 Fishbed russe¹¹. Le Soudan aurait ainsi acquis près de 34 chasseurs auprès de la Chine depuis 2000 doublant ainsi sa force aérienne. Les motivations d'une telle acquisition sont simples à comprendre. La CNPC détient près de 40% des champs pétrolifères et dirige un projet majeur (*cf* 2.1). Ainsi, selon *World Vision* et *Christian Aid*, les Soudanais auraient utilisé des hélicoptères et des avions chinois pour bombarder les villages du sud directement à partir de terrains d'aviation contrôlés par la compagnie chinoise. La Chine, forte de sa propre vision des « Droits de l'homme » s'est systématiquement opposée à toute action des Nations Unies contre le Soudan dans le Darfour en menaçant d'utiliser son droit de veto puis en s'abstenant sous la pression internationale.

Pékin a également envoyé des experts militaires et assuré des formations de haut niveau en **Guinée équatoriale**, probablement dans le but de vendre des armes en échange de pétrole. Il faut remarquer que les réserves de ce pays sont importantes. La Guinée équatoriale apparaît comme le consommateur idéal : le prix du baril lui assure un surplus de ressources financières qui pourront être utilisées pour protéger ses puits contre le Nigeria et le Cameroun.

La Chine a été sans détours dans ses ventes d'armes avec l'**Ethiopie** et l'**Erythrée** durant leur conflit frontalier entre 1998 et 2000. Elle aurait vendu pour environ un

⁹ BYMAN Daniel et CLIFF Roger, « China's Arms Sales : Motivations and Implications », RAND Corporation (Research AND Development Agency)

¹⁰ Ibid.

milliard de dollars d'armements aux deux pays à la fois, chiffre comparable à celui des ventes américaines pendant la guerre Iran-Irak¹².

En 1995, un navire chinois transportant 152 tonnes de munitions et d'armes légères n'a pas obtenu l'autorisation de débarquer sa marchandise en **Tanzanie**. Celle-ci était destinée à l'armée Tutsi du **Burundi**¹³. Par contre, au moins 13 cargaisons d'armes chinoises déguisées en équipements agricoles auraient été livrées au gouvernement de Dar es-Salaam. Ces armes étaient probablement destinées à la région des Grands lacs¹⁴.

Le **Zimbabwe** maintient également de très bonnes relations avec la Chine comme nous avons pu le remarquer précédemment. Fin 2004, un accord commercial de 200 millions de dollars a permis au gouvernement autocratique de Robert Mugabe de s'offrir 12 chasseurs FC-1 chinois ainsi qu'une centaine de véhicules militaires. En mai 2000, des armes de petit calibre auraient été échangées contre huit tonnes d'ivoire. Enfin, selon l'*International Broadcast Bureau*, la Chine aurait fourni un système de brouillage au régime d'Harare lui permettant ainsi d'interrompre les émissions indépendantes de Radio Africa et d'assurer le succès de l'opération « *Drive Out Trash* ».

Selon la *US - China Economic and Security Review Commission*, ces opérations de transferts d'armes déstabilisent tout le sud de l'Afrique et pourraient conduire à une course aux armements avec l'Afrique du sud¹⁵.

Auparavant, la Chine avait signé un accord sur une coopération policière avec le régime de Prétoria en avril 2000.

Des militaires angolais ont été formés par des instructeurs chinois. Un accord militaire a été conclu avec le **Congo Brazzaville** dans les années 1990. La Chine a également vendu du matériel militaire à la **République centrafricaine**, au **Burkina Faso**, à l'**Angola**, au **Libéria**, au **Sénégal** et même à la **République démocratique du Congo** de Laurent Kabila¹⁶. Enfin, des hélicoptères ont été vendus au **Mali**, des armes légères à la **Namibie** et à la **Sierra Leone** et des uniformes au **Mozambique**¹⁷.

¹¹ SMITH Charles, « Russian MIGs in Sudan », 4 janvier 2002

¹² SMITH Brian, « China's growing trade with Africa indicative of Sino-Western energy conflicts », 24 janvier 2006

¹³ Agence France Presse, 3 mai 1995

¹⁴ Overseas Development Institute, mai 1998

¹⁵ Témoignage du 28 juillet 2005, *US - China Economic and Security Review Commission*

¹⁶ JOANNIDIS Marie, « Chine-Afrique : une coopération renouvelée », *RFI*, 29 octobre 2004

¹⁷ Ibid.

3.2.2. Une modeste participation aux opérations de maintien de la paix

Conformément à sa politique de multipolarité, la Chine entend bien participer à des opérations de maintien de la paix. Il s'agit d'une nouveauté pour ce pays.

En 2004, la RPC a maintenu plus de 1500 soldats sur le continent africain dans le cadre des opérations dirigées par les Nations Unies, principalement au **Libéria** et en **RDC**. Les soldats chinois ont été envoyés deux mois après la reconnaissance de la Chine par le régime de Monrovia.

On peut en conclure que malgré une certaine discrétion de la part des autorités chinoises, la politique militaire instaurée en Afrique est bien réelle et sert admirablement leurs intérêts économiques et de puissance régionale à vocation mondiale. Arguant du fait que discuter Démocratie et Droits de l'homme viole les droits souverains des Etats, Pékin applique tout simplement une stratégie de puissance proche des préceptes réalistes de Sun Zi, distincte des dogmes humanistes occidentaux¹⁸.

3.3. Vers un nouveau type de néocolonialisme

En tant que puissance émergente, la Chine est en quête constante d'alliés. Afin d'asseoir sa légitimité internationale pour mieux recouvrer sa place sur l'échiquier mondial, elle a besoin de nombreux votes aux Nations Unies et dans les autres instances internationales.

Utilisant tous les outils en sa possession, de la diplomatie conventionnelle à la démonstration de puissance en passant par les accords commerciaux, Pékin cherche à se positionner entre une politique étrangère pro-occidentale et celle des acteurs émergents du Sud. Elle se plaît à utiliser des aphorismes dont celui de « *Soft Power* »¹⁹ (Puissance modérée).

¹⁸ NIQUET Valérie, « Les fondements de la stratégie chinoise », *Institut de stratégie comparée*, Paris, Economica, 1997, p77 et 78

¹⁹ L'aphorisme "Peaceful Rise" (ascension pacifique) a été abandonné, peut-être parce qu'il était ressenti comme trop menaçant par les autres Etats.

Mais la Chine ne fait pas de philanthropisme. Les problèmes soulevés par Taiwan, le textile ou les armements sont là pour le rappeler.

Pékin investit dans l'avenir et prépare le terrain à des opportunités futures qui pourront servir ses énormes besoins économiques et diplomatiques. Elle tisse patiemment sa toile faite de relations bilatérales privilégiées, de prises de contrôle économiques et garde constamment comme objectif celui de sa place retrouvée au centre du monde.

« *La Chine est en train de pomper toutes les ressources aux dépens de l'Ouest et des pays en voie de développement. La Chine est un trou noir économique* » a rappelé un diplomate du PNUD²⁰.

Transparence, Démocratie ou Droits de l'homme sont des termes qui ne servent pas sa volonté de puissance.

3.3.1. Transparence et démocratie

Lors du sommet Chine-Ethiopie de décembre 2003, Wen Jiabao, Premier ministre chinois s'est exprimé ainsi : « *Nous offrons notre assistance avec la plus grande sincérité et sans aucunes conditions politiques* ».

Il est clair que les principes de transparence et de Démocratie n'ont jamais fait réellement partie du répertoire de la politique chinoise. Les aides proposées par Pékin ne sont tout simplement pas assorties de conditions de bonne gouvernance et cette stratégie de non ingérence dans les affaires internes à tendance à satisfaire bon nombre d'Etats africains, à commencer par le Zimbabwe et le Soudan. L'argent chinois enrichit les leaders corrompus, permet d'accéder à leurs ressources énergétiques et constitue le moyen de gagner des appuis sur la scène internationale.

Mais cette pratique met en péril tout l'édifice des réformes institutionnelles que les Etats africains aidés des puissances occidentales tentent de développer depuis plusieurs années. Selon Gal Luft de l'Institut pour l'analyse de la sécurité globale (groupe de réflexion américain) : « *Ce sera plus facile pour les pays africains de travailler avec les entreprises chinoises plutôt qu'avec les entreprises américaines et européennes qui*

²⁰ PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement.

deviennent de plus en plus restrictives par l'initiative 'publie ce que tu payes' et autres appels à une plus grande transparence »²¹.

Curieusement, Pékin ne semble pas réaliser qu'elle favorise ainsi une certaine instabilité chronique à long terme qui pourrait finalement se retourner contre elle.

3.3.2. La question des droits de l'homme

Selon He Wenping, Directeur de la Section des études africaines à l'Académie chinoise des Sciences sociales à Pékin « *Nous ne pensons pas que les droits de l'homme devraient être placés avant la souveraineté* »²². Tout est dit.

Les leaders chinois affirment que les Droits de l'homme sont relatifs à la définition que chaque Etat en fait. De la part d'un gouvernement autocratique, il ne fallait pas en espérer plus. Par conséquent, quand les puissances étrangères abordent ce problème avec les Etats africains, elles sont censées violer leurs droits souverains.

D'ailleurs, il est difficile de critiquer cette assertion quand les Démocraties occidentales, Etats-Unis en tête supportent des pays comme le Pakistan ou l'Arabie saoudite, connus pour leurs violations régulières de la dignité humaine. Selon David Kang, professeur à l'Université de Stanford « *La Chine n'est pas la seule à faire des affaires et vendre des armes à des gouvernements corrompus* ».

3.3.3. Sous couvert de candeur

Depuis l'ouverture de leurs frontières en 2000, un nombre toujours croissant de Chinois vient s'installer en Afrique. Fidèles à leurs habitudes, ceux-ci ont mis en place des structures économiques opaques. Gestion familiale, regroupements communautaires et liens privilégiés avec la maison mère, ils bénéficient d'avantages souvent déloyaux qui mettent en péril le tissu économique local. Pascal Airault, journaliste pour *Jeune Afrique*, remarque que les journaux dénoncent régulièrement la faillite d'entreprises locales qui ne peuvent tout simplement pas lutter contre les Chinois²³. L'éditorialiste de

²¹ SMITH Brian, "China's growing trade with Africa indicative of Sino-Western energy conflicts", *World Socialist Web Page*, 24 janvier 2006

²² MOONEY Paul, "China's African Safari", *YaleGlobal*, 3 janvier 2005

²³ AIRAULT Pascal, « La Chine à la conquête de l'Afrique », *JeuneAfrique*, 28 août 2005

l'Economie au Maroc en novembre 2003 relève que « *La menace se fait de plus en plus précise* » avec la mise sur le marché de « *produits à bas prix mais de piètre qualité. [...] Si l'on n'y prend pas garde, demain les Asiatiques arriveront peut-être à imiter notre artisanat, nos djellabas et nos babouches pour une bouchée de pain... Qui sait ?* ».

Par ailleurs, il est vrai que les Chinois bénéficient d'une bonne image de la part des leaders africains. Pékin agit dans des secteurs que les puissances occidentales ont depuis longtemps abandonné et se présente comme une alternative à l'offensive des multinationales de la mondialisation. Les routes et les écoles dont Pékin a assuré la construction n'auraient probablement jamais vu le jour sans cette politique. Les 5,2% de croissance pour l'Afrique en 2005, un record, sont dus en partie aux investissements chinois.

C'est cette ambivalence qui marque les esprits mais qui permet de révéler la vraie nature de la stratégie chinoise en Afrique. Selon Moeletsi Mbeki, observateur sud-africain, la Chine représente à la fois « *une opportunité alléchante et une terrifiante menace. Nous leur vendons des matières brutes, ils nous vendent en retour des biens manufacturés* ».

CONCLUSION

La Chine est devenue un acteur global dont les ambitions sont de moins en moins masquées. Sous couvert de la recherche d'une « *monde harmonieux* » et plus juste, Pékin entend bien retrouver la place qu'elle a perdue depuis que les Empires coloniaux lui ont imposé des traités inégaux et entraîné sa lente récession.

Les relations qu'elle entretient avec l'Afrique ne représentent qu'une parmi les nombreuses stratégies alternatives d'expansion mises en œuvre à travers le monde.

Mais ce qui fait la spécificité de cette coopération sino-africaine, c'est son caractère ambiguë fondé par le mythe savamment entretenu de l'appartenance commune au monde des pays pauvres associé à une réalité matérielle et pragmatique implacable. Véritable parangon de la mondialisation, elle n'a plus qu'un modèle de coopération classique à proposer finalement assez proche de celui des multinationales occidentales. Elle se comporte dorénavant comme n'importe quelle autre puissance capitaliste soucieuse de préserver ses intérêts et d'élargir son domaine d'influence.

Comparant le monde actuel avec celui des Royaumes Combattants du III^{ème} siècle avant Jésus-Christ, la Chine se différencie juste de l'Ouest par l'application des principes de l'*Art de la Guerre* de Sun ZI, doctrine essentielle à la survie du « *Royaume chinois* ».

La question qui se pose maintenant est de savoir quelles doivent être les réactions des nations occidentales face à ce raz-de-marée chinois. Je pense qu'il importe de suivre plus étroitement les agissements de Pékin sur le continent africain. Il n'est pas question de tenter d'affronter directement la Chine ce qui aboutirait probablement à une nouvelle « *guerre froide économique* ». Il s'agit plutôt d'essayer de l'engager dans la voie de la transparence et du respect démocratique, seule alternative possible pour l'Afrique face au chaos de la dictature. Parallèlement, nous devons aider les africains à mieux négocier les accords économiques par la promotion des transferts de compétence et la formation des ses futurs entrepreneurs plutôt qu'en faisant preuve de charité.

Bibliographie

Ouvrages

ELISSEEFF Danielle, *Histoire de la Chine*, Paris, Editions du Rocher, 2002

SUN TSE, *Art de la guerre*, Paris, Pocket, Agora, 2004

GIPOULOUX François, *La Chine du 21^{ème} siècle : Une nouvelle superpuissance ?*, Armand Colin, 2005

HONGMING Zhang, *La politique africaine de la Chine*, Institut des Etudes sur l'Asie Occidentale et l'Afrique relevant de l'Académie des Sciences Sociales de Chine, Pékin, 2000

IZRAELEWICZ Erik, *Quand la Chine change le monde*, Paris, Editions Grasset, 2005

NIQUET Valérie, *Les fondements de la stratégie chinoise*, Institut de stratégie comparée, Economica, 1997

Articles

AICARDI DE ST-PAUL Marc, « La Chine et l'Afrique entre engagement et intérêt », *Géopolitique africaine*, 2004

AFP, « China signs oil contract with Equatorial Guinea », 18 février 2006

BAUER Camille, « Chine-Afrique: sous le signe du pétrole », *l'Humanité*, 5 octobre 2005

BBC Monitoring, « Zimbabwe, China signs economic cooperation deal », *Reuters*, 26 juillet 2005

«China in Africa digest», 14 juillet 2005

DELSOL Colette, « Chine-Afrique: une coopération sans aucune condition ? », *Nouvelles d'Addis* n°20, décembre 2000

ENSOR Linda, « SA, China Agree to Curbs on Cheap Textile Imports », *Business day*, 28 décembre 2005

GOLUB Philip, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », *Manière de voir*, n°85, février-mars 2006, p8

GUIJIN Liu, Discours de l'ambassadeur lors du séminaire sur les relations Chine-Afrique, Afrique du sud, 30 décembre 2004

HU jintao «Consolidate Traditional Sino-African Friendship, Deepening Sino-African All-round Cooperation – Address to the National Assembly of Gabon», 2 février 2004

LYMAN N., « China's Rising Role in Africa », *déposition lors de la commission Chine - USA*, 21 juillet 2005

PETA Basildon, "The Chinese Tsunami that threatens to swamp Africa", *Independent*, 25 avril 2005

Taipei, "South Africa drops ROC for PRC", 1 janvier 1998

JTW News, "China-Trade jumps by 39%", 6 janvier 2006

People's Daily Online, "China to develop new type of strategic partnership with Africa", 12 janvier 2006

SERVANT Jean-christophe, "La Chine à l'assaut du marché africain", *Le Monde diplomatique*, mai 2005

TISDAL Simon, « Beijing makes friends and riches in Africa », *The Guardian*, 22 avril 2005

Zim Online, "Mugabe Sacrifices Zimbabwe Traders to save the Chinese", 21 mai 2005

Documentation électronique

ABRAHAM Thomas, « Reviving the Old Dream of Afro-Asian Cooperation », *Yale Global*, 24 mai 2005

<http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=5752>

AIRAULT Pascal, « La Chine à la conquête de l'Afrique », *JeuneAfrique*, 28 août 2005

http://www.jeuneafrique.com/gabarits/articledossier_online.asp?art_cle=LIN28095ambi_vsnoite0&dos_id=139

AFP, « Le Gabon porte un intérêt de plus en plus soutenu à la Chine », 27 avril 2000

<http://asiep.free.fr/sources-asiesrc-asietransfertelection.html>

ASIANEWS.IT, "China-Africa ties grow and tip global balance", 3 janvier 2006

<http://www.asianews.it/view.php?l=en&art=5023>

BARTHOLOMEW Carolyn "US China economic and security review commission hearing on China's influence in Africa", *The US House of Representative, Committee on international relations*, 28 juillet 2005,

www.uscc.gov/testimonies_speeches/testimonies/2005/05_07_29_bartholomew.html

BEIJING TIME, "Chinese FM spells out China's Policy on Africa", 13 janvier 2002

http://english.people.com.cn/200201/13/eng20020113_88549.shtml

BEIJING TIME, "China-Africa forum adds value to Sino-African ties: Ethiopian FM", 23 novembre 2003

http://english1.people.com.cn/200311/23/eng20031123_128833.shtml

CHINA EMBASSY, “A brief introduction to the China-Africa Forum on Cooperation”, 16 août 2004

<http://www.chinaembassy.org.zw/eng/zt/zflt/t150400.htm>

Communiqué du Consulat Général de la RPC à Johannesburg de 2003

<http://johannesburg.china-consulate.org/eng/sbgx/t179821.htm>

IRIN News, « Oil_backed loan will finance recovery projects », 21 février 2005

<http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=45688>

JOANNIDIS Marie, « Chine-Afrique : une coopération renouvelée », *RFI*, 29 octobre 2004

<http://www.rfi.fr/Fichiers/Mfi/EconomieDeveloppement/1356.asp>

LIU Phillip, “Cross-strait Scramble for Africa: A hidden agenda in China-Africa Cooperation Forum”, 27 janvier 2006

<http://www.fas.harvard.edu/~asiactr/haq/200102/0102a003.htm>

LUFT Gal, « Fueling the dragon : China’s race into the oil market », *Institute for the Analysis of Global Security*, 2004

<http://www.iags.org/china.htm>

MAS Monique, “Hu Jintao l’Africain”, *RFI*, 30 janvier 2004

<http://rfi.fr/actufr/articles/RFI - Chine - Hu Jintao l’Africain.htm>

MOONEY Paul, “China’s African Safari”, *YaleGlobal*, 3 janvier 2005

<http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=5106>

O’HARA Carolyn, “Seeing green in Africa”, *Foreign Policy*, juillet 2005

http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=3116

SMITH Brian, “China’s growing trade with Africa indicative of Sino-Western energy conflicts”, *World Socialist Web Page*, 24 janvier 2006

<http://wsws.org/articles/2006/jan2006/chin-j24.shtml>

SMITH Charles, “Russian MIGs in Sudan”, *NewsMax.com*, 4 janvier 2002

<http://www.newsmax.com/archives/articles/2002/1/4/155909.shtml>

SONGO Richard “Sassou Nguesso en Chine: Place aux affaires”, 27 septembre 2005

www.congopage.com

TAYLOR Ian, “Beijing’s arms and oil interests in Africa”, *The Jamestown foundation*, 13 octobre 2005

http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=408&issue_id=3491&article_id=2370718

THOMPSON Dew, “Economic Growth and Soft Power: China’s Africa strategy”, *AFAR*, 2 janvier 2005

<http://www.asianresearch.org/123,60,,1.html>

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION	4
1. Histoire de la coopération sino-africaine	5
1.1. Les premières relations avec l’Afrique du XX ^{ème} siècle.....	6
1.2. La politique africaine des années 1970.....	9
1.3. La politique d’indépendance des années 1980	12
1.4. La transition des années 1990.....	14
2. La politique africaine chinoise : coopération économique et soutien mutuel.....	16
2.1. Le modèle politique officiel.....	16
2.1.1. L’ « <i>Esprit de Bandung</i> ».....	16
2.1.2. La politique africaine de la Chine.....	17
2.1.3. Le Forum de coopération Chine-Afrique.....	19
2.2. L’offensive économique chinoise en Afrique.....	20
2.2.1. Ressources énergétiques et matières premières	21
2.2.1.1. Sécuriser les champs pétrolifères.....	21
2.2.1.2. Un besoin insatiable en matières premières.....	25
2.2.2. Industrie et services	25
2.2.3. Le cas particulier du textile.....	27
2.2.3.1. La fin des quotas	27
2.2.3.2. La réaction chinoise	28
3. La politique africaine de la Chine : solidarité ou néocolonialisme ?.....	29
3.1. La réalité par l’exemple: L’Afrique sur fond de lutte des deux Chines	29
3.1.1. Le champ de bataille africain.....	30
3.1.2. Taiwan et le Forum de coopération Chine - Afrique	30
3.1.3. La bataille des communiqués.....	31
3.1.4. Les moyens mis en oeuvre.....	32
3.1.4.1. Des outils économiques	32
3.1.4.2. Des outils politiques.....	33
3.1.5. Une aide économique soumise à conditions	34
3.2. La réalité par l’exemple : La politique militaire de la Chine.....	35
3.2.1. La coopération militaire.....	35
3.2.2. Une modeste participation aux opération de maintien de la paix	38
3.3. Vers un nouveau type de néocolonialisme	38
3.3.1. Transparence et démocratie	39
3.3.2. La question des droits de l’homme	40
3.3.3. Sous couvert de candeur	40
CONCLUSION.....	42
Bibliographie	43
Annexe 1	47
Annexe 2	48
Annexe 3	49
Annexe 4	50
Annexe 5	52

Annexe 1

Etablissement des premières relations diplomatiques entre la RPC et les Etats africains*

Algérie	1960 – 1962	Ghana	1960	Ouganda	1962
Angola		Guinée	1959	Ruanda	1971
Bénin	1964	Guinée-Bissau	1974	Sao Tome et Principe	1975
Botswana	1975	Guinée équatoriale	1970	Sénégal	1971
Burkina Faso	1973	Kenya	1963	Seychelles	1976
Burundi	1963	Lesotho	1983	Sierra Leone	1971
Cameroun	1971	Liberia	1977	Somalie	1960
Cap-Vert	1976	Libye	1978	Soudan	1958
Centrafrique	1964	Madagascar	1972	Tanzanie	1961 – 1963
Comores	1975	Mali	1960	Tchad	1972
Congo	1964	Maroc	1958	Togo	1972
Côte-d'Ivoire	1983	Maurice	1972	Tunisie	1964
Djibouti		Mauritanie	1965	RDC (Zaire)	1961
Egypte	1956	Mozambique	1975	Zambie	1964
Ethiopie	1970	Namibie	?	Zimbabwe	1980
Gabon	1974	Niger	1974	Herythée	?
Gambie	1974	Nigeria	1971		

Source : François Joyeux, *La tentation impériale*, Editions Imprimerie nationale p338

* Certains pays ont pu rompre leurs relations avec la RPC depuis ces dates.

Annexe 2

Aide de la RPC aux Etats d'Afrique entre 1958 et 1971

Aide offerte en millions de dollars

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Guinée		0,5	26						6		(1)		19,8	
Ghana				19,6			22,4							
Mali				19,6					3		(1)			
Somalie						21,6					1,8			
Algérie		(2)	(2)	(2)	1,8	50								
Congo							25,2							
Kenya							20,8							
Tanzanie							45,5	1,7	10,5		0,2		(3)	
Zambie										16,8			(3)	
Centrafrique							4							
Mauritanie										4				19,5
Soudan													40,2	39,2
Ethiopie														93,8
Ouganda							14,8							

Source : François Joyeux, *La tentation impériale*, Editions Imprimerie nationale p334

- (1) Voie ferrée Guinée-Mali. Accord de 1968 : 50 millions de dollars.
- (2) Aide au FNL estimée à 10 millions de dollars.
- (3) Voie ferrée « Tanzam ». Accord final de 1970 : 474 millions de dollars.

Annexe 3

Evolution du commerce de la Chine avec l'Afrique entre 1950 et 1998

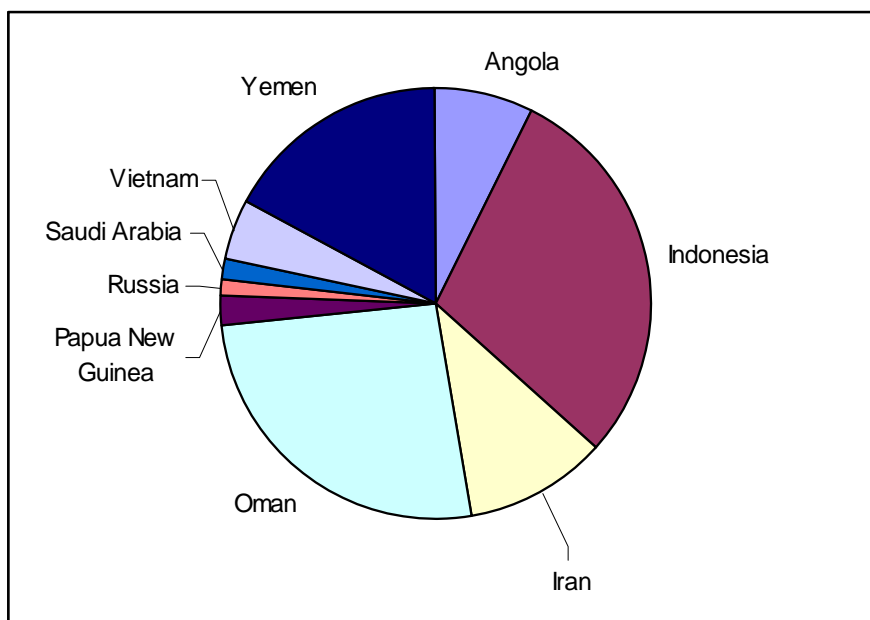
En millions de dollars

Année	Exportations	Importations	Total des échanges	Parts de La Chine (%)	Parts de L'Afrique (%)
1950	8,92	3,22	12,14	1,07	/
1960	33,84	76,73	110,57	2,90	/
1970	112,10	65,11	177,21	3,86	/
1980	575,68	384	959,68	2,52	/
1990	659,57	275,28	934,85	0,81	0,89
1998	4059,33	1476,54	5535,87	1,71	2,31

Annexe 4: Importations de pétrole par la Chine

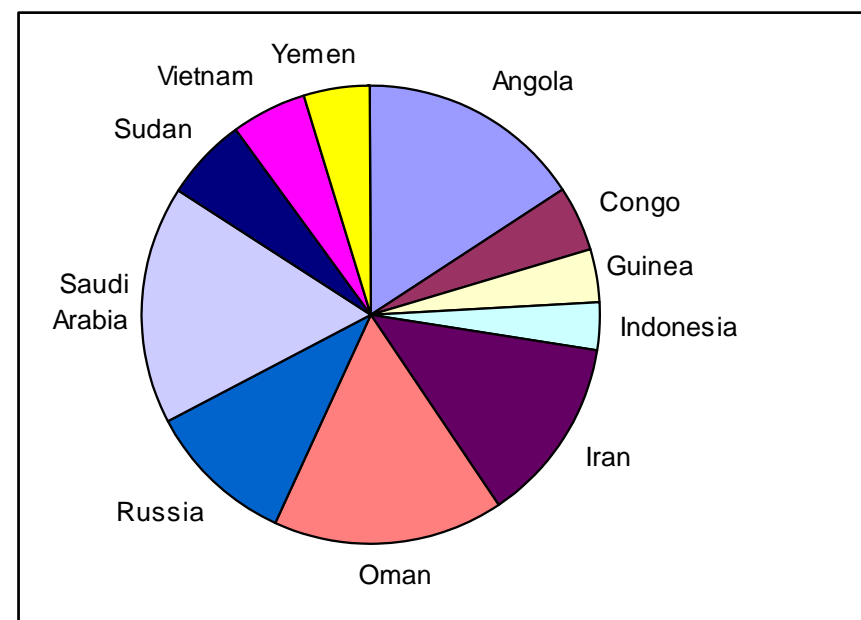
Agence Internationale de l'Energie, mars 2005

Importations 1996



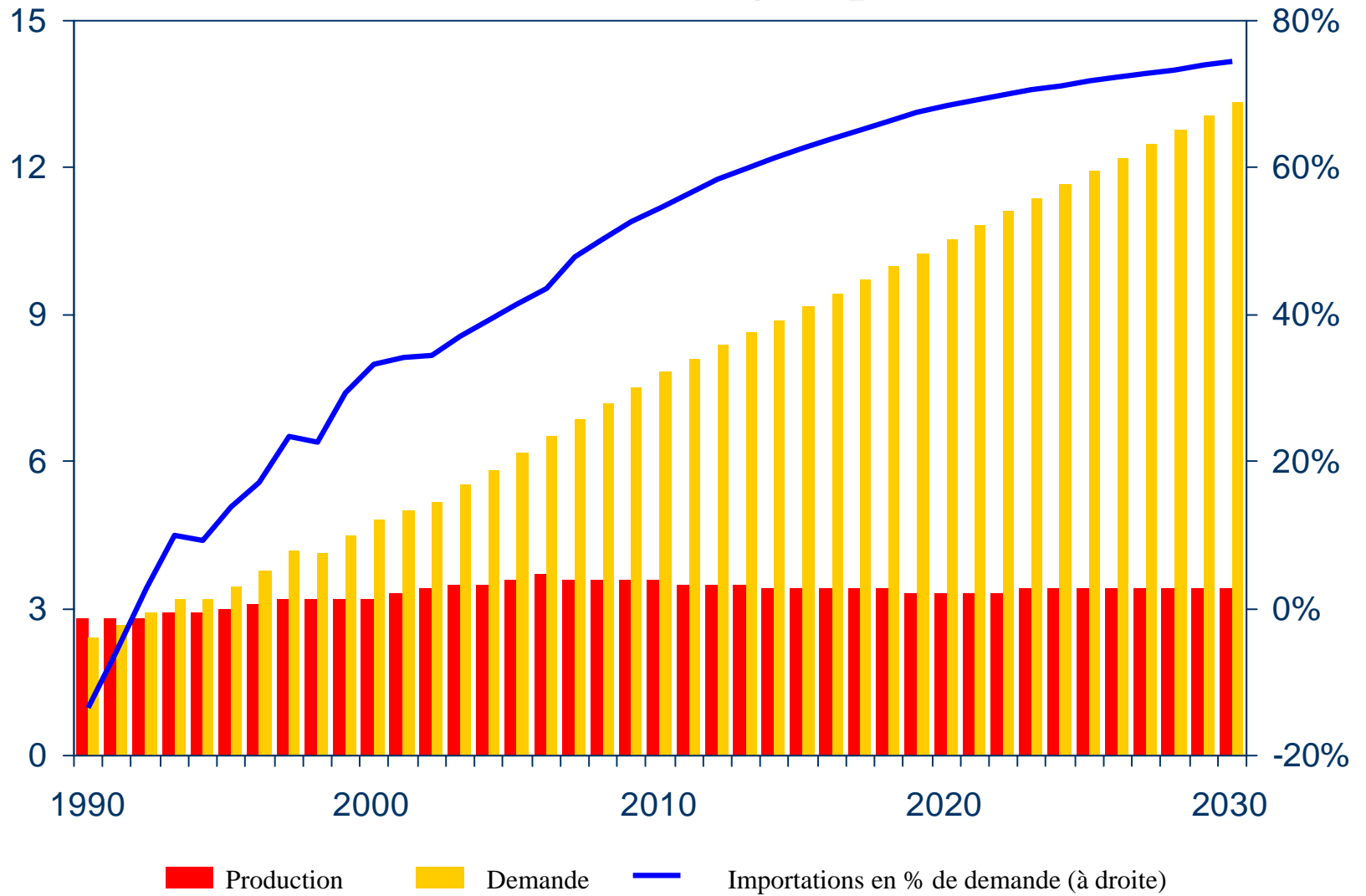
Importations totales = 22.8 Millions de Tonnes

Importations 2004



Importations totales = 122.7 Millions de Tonnes

Prévision des besoins énergétiques chinois



Annexe 5

Evolution des relations entre les deux Chine et les Etats africains

	Relations diplomatiques établies avec la ROC	Relations diplomatiques établies avec la RPC
Burkina Faso	1961, 1994	1973
Tchad	1962, 1997	1972
Gambie	1968, 1995	1974
Libéria	1957, 1989, 1997	1977, 1993
Malawi	1966	-
Sao Tome et Principe	1997	1975
Sénégal	1960, 1969, 1996	1964, 1971
Swaziland	1968	-
Lesotho	1966, 1990	1983, 1994
Niger	1963, 1992	1974, 1996
Afrique du sud	1905	1998
Centrafrique	1962, 1968, 1991	1964, 1976, 1998
Guinée Bissau	1990	1974, 1998

Source: Ian Taylor, "Africa's place in the diplomatic competition between Beijing and Taipei", *Issues & Studies*, mars 1998.